Programme des Nations Unies pour le développement

Le renforcement des capacités : **l'habilitation des gens et des institutions**

RAPPORT ANNUEL
2008

Table des matières

1 Avant-propos – Le renforcement des capacités pour des changements positifs
3 L'amélioration des conditions de vie par le renforcement des capacités
7 Le rôle du PNUD dans le système des Nations Unies pour le développement
11 Les programmes du PNUD : le renforcement des capacités en action
- *13 Des institutions fortes, une croissance inclusive : réduction de la pauvreté et réalisation des OMD*
- *19 L'habilitation des gens pour le développement : gouvernance démocratique*
- *24 Le renforcement des capacités pour surmonter la vulnérabilité : prévention des crises et relèvement*
- *28 L'écologisation de la croissance : environnement et développement durable*

31 Le renforcement des capacités axé sur les résultats
34 Ressources du PNUD

L'Administrateur du PNUD, Kemal Derviş dans un village proche de Dar es Salam, en Tanzanie, où le PNUD appuie l'emploi de sources d'énergie renouvelable.

Couverture :
Femmes participant à un atelier sur l'amélioration de l'agriculture et de la riziculture à Soc Trang, dans le sud du Viet Nam.

Le PNUD a aidé le Bhoutan à organiser ses toutes premières élections nationales en 2008, en appuyant la Commission électorale du pays. Ici, un citoyen bhoutanais montre fièrement sa carte d'électeur .

Avant-propos – Le renforcement des capacités pour des changements positifs

L'année écoulée a été porteuse de grandes promesses pour les pays en développement et pour leurs efforts visant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ainsi que de leurs autres objectifs. Au début 2007, l'économie mondiale était encore, pour sa troisième année, dans une phase de croissance exceptionnellement rapide qui a eu des répercussions particulièrement positives sur la réduction de la pauvreté en général et sur la performance des pays les moins avancés en particulier. Les pays de l'Afrique subsaharienne ont notamment progressé, en moyenne, de plus de 6 % en 2007. La croissance robuste enregistrée au cours de l'année dans plusieurs grands pays en développement, avec en tête la Chine, l'Inde et les autres membres du « Sud en émergence », constitue une preuve supplémentaire que des avancées rapides sur la voie de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des OMD sont possibles.

Au milieu de l'année, toutefois, il est apparu que les pays en développement devraient faire face à une économie mondiale connaissant des incertitudes appréciables. Le krach des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, qui a débouché sur une grave crise du secteur financier touchant l'Amérique et l'Europe, s'est doublé d'un ralentissement marqué particulièrement préoccupant de l'économie des pays développés, et notamment de celle des États-Unis, ce qui menace à présent d'infliger des revers majeurs dans le domaine de la réduction de la pauvreté. Pour de nombreux pays, la montée vertigineuse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires est venue aggraver considérablement la situation. De plus, les inévitables politiques macroéconomiques expansionnistes appliquées pour juguler la crise du secteur financier ont induit des pressions inflationnistes dans l'ensemble de l'économie mondiale. Qui plus est, la plupart des donateurs qui s'étaient engagés à un accroissement de l'aide au développement ont aujourd'hui pris du retard et ils devront consentir des augmentations exceptionnelles pour atteindre les cibles dont ils ont convenu pour 2010.

La nature de l'économie mondiale actuelle met en évidence notre interdépendance et la nécessité de politiques mondiales considérablement améliorées. Cependant, chaque pays doit aussi relever les défis particuliers auxquels il est confronté. L'apport d'appuis pour aider les pays à identifier les actions et les politiques requises pour faire face aux difficultés évoquées ci-dessus ainsi que pour résoudre les multiples autres problèmes interreliés qui se posent à eux en matière de développement se situe au cœur même des travaux du PNUD. Comme l'expose en détail le Rapport annuel de cette année, l'approche du PNUD est celle du renforcement des capacités des gens et des institutions en vue de les doter des moyens d'améliorer les conditions de vie et d'accélérer le développement humain. La communauté du développement reconnaît de plus en plus largement que le renforcement des capacités, au niveau de base, au niveau des collectivités et au niveau national, est au centre du défi du développement. Et c'est pourquoi l'habilitation des gens et des institutions par le renforcement des capacités se situe également au centre des activités du PNUD.

Le présent rapport souligne la pertinence de nos travaux et l'importance vitale de cette approche, tant dans le cadre de nos activités programmatiques que dans notre rôle de coordination en tant que président du Groupe des Nations Unies pour le développement et gestionnaire du système des coordonnateurs résidents. Il expose ce que fait le PNUD et comment il concentre son appui dans ces quatre domaines clés que sont la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD, la gouvernance démocratique, la prévention des crises et le relèvement, et l'environnement et le développement durable. Par ses activités menées dans ces domaines, ainsi que dans d'autres, le PNUD est comme toujours déterminé à appuyer les pays et à seconder les efforts qu'ils déploient pour contribuer à bâtir une vie meilleure pour leur population.

Kemal Derviş
Administrateur du PNUD

« En l'espace d'une semaine, les dons monétaires auraient été épuisés. L'assistance pratique soutenue et le renforcement des capacités valaient bien mieux pour nous. »

– Remarque de Sofulala Zega, riziculteur, à propos d'un programme de moyens d'existence durables appuyé par le PNUD à Nias (Indonésie).

Le PNUD a contribué à l'uniformisation des lois commerciales au Bénin, ce qui facilite les investissements du secteur privé dans le pays.

Le PNUD appuie les travaux de l'Institut international de recherche sur le riz, ayant son siège à Manille, dans les domaines de l'agronomie et de la durabilité environnementale depuis plus de 30 ans.

Améliorer les conditions de vie par le renforcement des capacités

Si le développement humain est l'objet du mandat du PNUD, le moyen employé pour exécuter son mandat est le renforcement des capacités, que le PNUD définit comme étant le processus par lequel les particuliers, les organisations et la société acquièrent, développent et maintiennent les aptitudes dont ils ont besoin pour réaliser leurs propres objectifs de développement. Œuvrant aux côtés des entités gouvernementales, de la société civile et d'autres partenaires dans 166 pays, le PNUD s'attache à favoriser le développement humain en aidant les gens à accéder aux connaissances, à l'expérience et aux ressources qui leur permettront d'améliorer leurs conditions de vie.

Le PNUD considère le renforcement des capacités comme sa grande contribution au développement. Le principal instrument qui guide ses efforts et ses travaux conjoints avec les partenaires au développement, le Plan stratégique 2008-2011, précise que tous les conseils de politique du PNUD, son appui technique, ses activités de plaidoyer et ses contributions au renforcement de la cohérence du développement doivent viser à l'obtention de réelles améliorations de la vie des gens et des choix et possibilités qui s'offrent à eux.

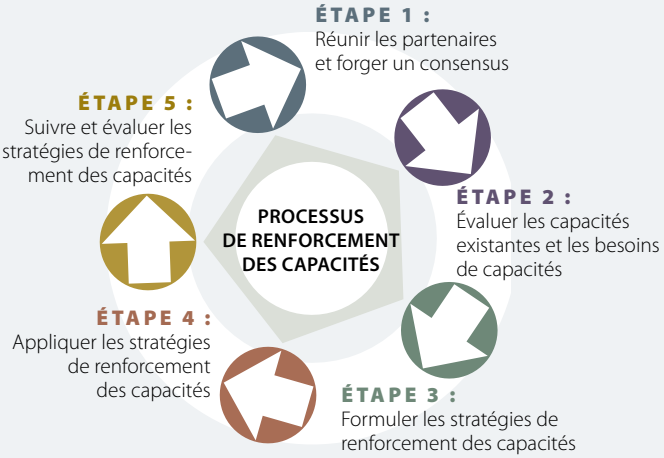
Ces améliorations sont plus faciles à obtenir pour certains que pour d'autres. Bien qu'il y ait des pays qui bénéficient de la mondialisation et qui rattrapent les pays riches, des centaines de millions de gens restent exclus des avantages apportés par la croissance. Des pays et des régions entiers se font distancer et, même au sein de pays à bonnes performances économiques, des vastes poches d'exclusion subsistent.

Alors que l'économie mondiale fait face à un ralentissement de durée incertaine induit par le secteur financier, le rôle du PNUD reste d'aider à accélérer les progrès en cours dans les pays qui rattrapent rapidement le monde riche et à catalyser les progrès dans les régions du monde qui accusent du retard. L'un des moyens de parvenir à ces résultats consiste à appuyer la mise en place d'institutions efficaces, capables d'offrir des biens et des services publics à tous, y inclus aux plus pauvres, d'instaurer un environnement porteur favorable à la croissance et au développement, et de maintenir la paix et la sécurité.

Le monde étant arrivé à mi-parcours de la date cible de 2015 fixée pour la réalisation des OMD, le pronostic est des plus mitigés. Par rapport à l'année 2000, les décès infantiles dus à des causes évitables ont diminué de 3 millions par an, les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire augmentent dans le monde entier, 2 millions de personnes de plus reçoivent un traitement contre le sida et les femmes occupent aujourd'hui un pourcentage considérablement plus élevé de sièges au sein des assemblées parlementaires. De nombreux pays démontrent que des progrès rapides et de grande envergure sont possibles, à condition qu'un leadership gouvernemental fort, de bonnes politiques appuyant l'investissement privé et l'accroissement de la productivité, et des stratégies rationnelles d'intensification des investissements publics soient renforcées par un soutien financier et technique approprié fourni par la communauté internationale. Dans ces domaines, nombre de pays d'Asie ont ouvert la voie, ayant enregistré la réduction de la pauvreté extrême la plus rapide qu'ait jamais connu l'humanité. En revanche, de nombreux pays restent à la traîne, en particulier dans de vastes régions d'Afrique et parmi le groupe des pays les moins avancés (PMA). Mais même certains des pays de l'Asie du Sud en rapide croissance ont de rudes défis à relever pour améliorer

BOUCLER LA BOUCLE : DE L'ÉVALUATION INITIALE À L'ÉVALUATION RÉTROSPECTIVE

Le PNUD définit le renforcement des capacités comme le processus par lequel particuliers, organisations et sociétés acquièrent, accroissent et entretiennent les aptitudes requises pour fixer leurs propres objectifs de développement et pour les atteindre.



Source : PNUD/BDP

À Kandahar (Afghanistan), les membres d'une Assemblée de développement de district débattent des priorités provinciales. Le PNUD appuie un nouveau modèle de développement à base communautaire dans lequel ces assemblées participent directement aux projets d'infrastructure, tout en garantissant la sécurité des facilitateurs des projets.

la nutrition et parvenir à certains autres objectifs. Et plusieurs pays d'Amérique latine à revenu intermédiaire s'emploient non sans mal à éliminer des poches de pauvreté extrême réfractaires. Les OMD sont réalisables mais leur réalisation exige que les engagements pris par les pays en développement et surtout par les pays développés soient honorés.

Par ailleurs, les progrès déjà accomplis sur la voie de la réalisation des OMD pourraient être remis en question faute d'une riposte globale et concertée face aux changements climatiques. Ce grand défi du développement de la génération actuelle qu'est le réchauffement planétaire pourrait infliger de graves revers dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la nutrition, de la santé et de l'éducation. L'impact le plus immédiat et le plus dévastateur serait infligé aux populations du monde les plus pauvres, celles qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique à fort taux d'émission de carbone, causes premières du problème. Le Plan d'action de Bali récemment adopté pourra jeter les bases de futures négociations et de la définition de cibles pour les stratégies d'atténuation et d'adaptation, mais l'engagement politique dans le domaine est inégal et la fenêtre d'opportunité étroite.

Face aux défis du développement, le PNUD a amplifié ses activités d'appui aux capacités organisationnelles, renforçant les institutions de manière à ce qu'elles autonomisent le public qu'elles desservent. Il s'attache à soutenir les institutions qui sauvegardent la stabilité politique et économique, favorisent une répartition équitable des ressources, accroissent la transparence et la responsabilité publiques et contribuent à l'instauration d'un développement humain durable. Mais il ne fournit pas ce soutien isolément : tirant parti de son avantage comparatif en tant que partenaire au développement de confiance, le PNUD forge des partenariats dans de multiples sphères d'influence, depuis les instances de gouvernance nationales, municipales et locales jusqu'aux organisations non gouvernementales et aux organisations de la société civile (OSC), notamment aux coalitions de base et aux groupes d'affiliation confessionnels, au monde de l'enseignement, ainsi qu'au secteur privé et aux donateurs internationaux. Dans chaque cas particulier, le PNUD s'emploie prioritairement à maximiser les ressources locales et à encourager la collaboration parmi les partenaires du Sud. Il s'attache pour ce faire à établir des liens solides avec les OSC, ce qui est d'une importance essentielle pour assurer l'appropriation nationale, la responsabilité, la bonne gouvernance, la décentralisation, la démocratisation de la coopération au développement, et la qualité et la pertinence des programmes publics de développement. Le PNUD encourage activement la formation de comités consultatifs de la société civile au sein des équipes de pays des Nations Unies et les appuie en tant que mécanisme de plaidoyer et de débat politiques, ainsi que de conseil sur ses orientations politiques et sur celles du système des Nations Unies, ce qui lui permet aussi de puiser dans les connaissances et l'expertise locales. Le PNUD a institutionnalisé la participation des parties prenantes extérieures aux processus décisionnels de la haute direction par le biais du Comité consultatif de la société civile auprès de l'Administrateur, qui rassemble 15 dirigeants politiques d'OSC du monde entier.

Un rapide survol des activités du PNUD au cours de l'année écoulée révèle l'ampleur de ses partenariats et de ses interventions visant à renforcer les capacités organisationnelles de par le monde. Au **Niger**, le PNUD a contribué à la création d'un corps de bénévoles locaux dans le cadre d'un programme national de bénévolat appuyé par les VNU. Parmi les premiers clients des 100 premières recrues figurent de nouveaux élus des régions rurales du pays, qui ont fait appel à leurs compatriotes pour trouver chez eux des connaissances pratiques sur la fourniture de services publics. En **Jordanie**, le PNUD a œuvré avec le gouvernement pour concevoir une stratégie d'action antimines durable, ce qui a permis à celui-ci de s'acquitter de ses obligations au titre de la convention internationale sur les mines antipersonnel et d'atteindre les taux de déminage les plus rapides du pays. Parmi les sites déminés figurent le sud du Wadi Araba, lieu d'investissements massifs dans le secteur du tourisme, et la vallée du Jourdain, où se trouvent beaucoup des communautés les pauvres de la Jordanie. En **Albanie**, le PNUD a apporté son concours à la création d'une base de données électronique de « gain de cerveaux » pour permettre aux émigrés de la diaspora albanaise qui possèdent des connaissances spécialisées de contribuer au développement de leur pays dans l'enseignement et le secteur privé, ainsi que dans d'autres domaines.

Avec le concours du PNUD, la Jordanie démine le Wadi Araba pour développer le secteur du tourisme et mettre des terres à la disposition des communautés paupérisées de la vallée du Jourdain.

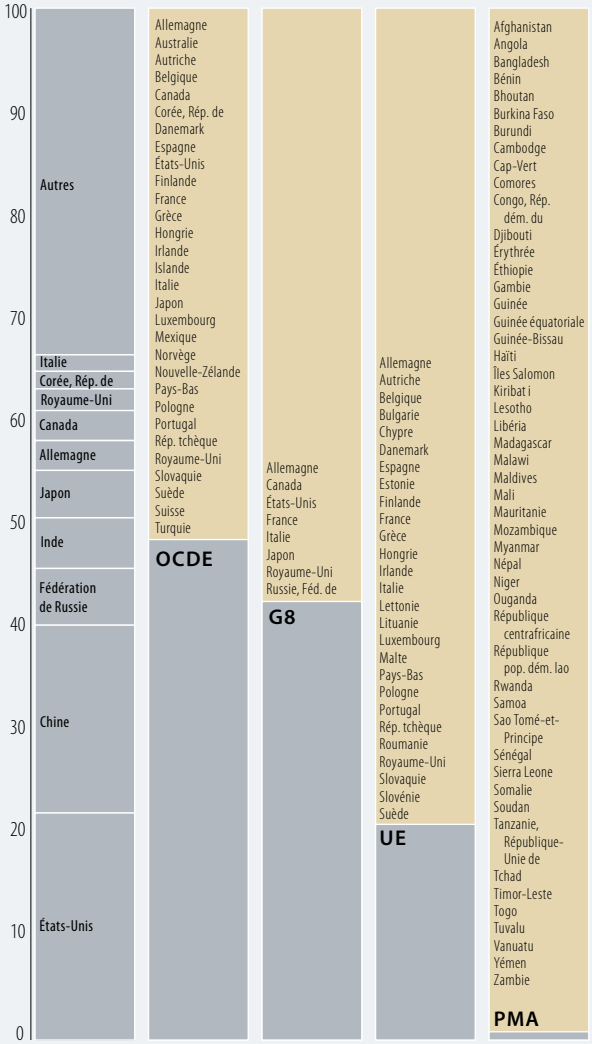
La stature du PNUD en tant que partenaire au développement solide se manifeste par l'expansion de ses partenariats avec le secteur privé. Des grandes entreprises telles que Banyan Tree, Cisco, Coca-Cola, Engro, Global Alumina, Google, Kevian, Microsoft, Pão de Azucar, Pfizer, Visa et d'autres joignent leurs efforts à ceux des entités gouvernementales et du PNUD en vue de la réalisation des OMD, reconnaissant qu'une croissance inclusive apporte des bénéfices à long terme pour toutes les parties. Le PNUD est toujours le principal organisme des Nations Unies dans les pays en développement qui promeut le Pacte mondial, initiative du système des Nations Unies visant à associer le secteur privé à ses activités; il gère actuellement plus de 80 réseaux nationaux et régionaux du Pacte mondial.

Encourager les entreprises viables (GSB), initiative issue du Pacte mondial, offre aux entreprises une plate-forme pour mener des activités commerciales pro-pauvres dans les pays en développement à environnement entrepreneurial difficile. Au-delà des investissements sociaux et de la philanthropie, ce mécanisme propose aux entreprises un moyen d'exécuter des projets commercialement viables en vue d'accroître leur rentabilité et/ou de s'implanter sur de nouveaux marchés. À ce jour, l'initiative GSB a mené des activités avec plus de 75 entreprises, depuis de grandes multinationales du Nord jusqu'à des petites et moyennes entreprises locales, qu'elle appuie par des investissements allant de 10 000 dollars à 4 millions de dollars.

Alors que le PNUD continue d'apporter son concours à ces activités de renforcement des capacités ainsi qu'à d'autres, on voit émerger quelques tendances encourageantes. L'une d'elles est une orientation résolue en faveur du renforcement des capacités nationales en matière de gestion des programmes et projets, des finances, des achats et des ressources humaines, conformément aux recommandations du Plan stratégique et compte tenu des capacités améliorées des entités les mieux positionnées pour agir sur le terrain. Une autre tendance est une évolution de la réforme de la fonction publique qui passe du renforcement des aptitudes à l'acquisition de compétences plus qualitatives en matière de leadership, de systèmes incitatifs et de mécanismes de renforcement des normes éthiques et des mesures de lutte contre la corruption. Une troisième tendance, dans l'ensemble du

LES ÉMISSIONS MONDIALES DE CO_2 SONT TRÈS CONCENTRÉES

Le budget carbone mondial : les pays qui émettent le moins de CO_2 sont aussi les plus pauvres et les plus vulnérables.



Émissions de CO_2 en 2004 (en pourcentage du total)

Source : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*

Le PNUD aide l'Albanie à équiper ses lycées de laboratoires d'informatique dont bénéficieront quelque 140 000 lycéens.

système des Nations Unies, est une réaffirmation de l'importance de l'acquisition continue des connaissances et de l'enseignement supérieur qui, alliée à des ripostes novatrices à l'exode des cerveaux dans les secteurs essentiels, vise à tirer parti des avantages d'une main-d'œuvre mondiale de plus en plus mobile et à saisir les possibilités qui se cachent derrière certains risques.

Au fur et à mesure des progrès des pays dans la réalisation de leurs objectifs de développement, leur partenariat avec le PNUD leur permet d'assumer une part accrue des responsabilités communes en matière de développement mondial. Douze nouveaux membres de l'Union européenne, dont des pays de programme récemment « promus » tels que l'**Estonie** et la **Lettonie**, se sont assemblés récemment pour débattre pour la première fois de leur rôle dans la fourniture de l'aide au développement.

Souplesse et adaptabilité sont des caractéristiques essentielles des travaux du PNUD dans les pays dont les capacités s'accroissent, et tout particulièrement dans les pays à revenu intermédiaire. Les pays de ce groupe divers qui rassemble la moitié de la population du globe éprouvent souvent des difficultés à faire un usage optimal de leur capital humain et financier et à répartir leurs ressources de manière efficace par une planification rationnelle. Bien que beaucoup d'entre eux aient effectué la transition qui d'anciens pays de programme a fait d'eux des contributeurs net aux ressources de base du PNUD, ils continuent de bénéficier de l'accès au réseau mondial du Programme qui favorise la formation de partenariats axés sur le renforcement de leurs capacités institutionnelles et de leurs aptitudes en matière de formulation de politiques. Le PNUD continue d'offrir des appuis aux pays à revenu intermédiaire pour renforcer leurs capacités au niveau sub-national et d'œuvrer avec les entités administratives municipales et départementales pour intégrer leur planification, gérer les ressources financières du développement et accroître leurs capacités de mise en œuvre pour la fourniture de services locaux. Le PNUD fournit également un soutien aux décideurs politiques pour intensifier les ripostes aux changements climatiques, promouvoir l'égalité des sexes, appuyer les populations marginalisées et renforcer les institutions de l'État.

Du fait de l'évolution des conditions sous-jacentes déterminant l'architecture de l'aide, les capacités requises pour accéder à de nouvelles modalités de développement, les négocier et mettre en œuvre les interventions évoluent de même. Des mécanismes nationaux de coordination et de gestion de l'aide doivent répondre rapidement aux pressions croissantes en vue de l'expansion et de l'exécution des activités. L'approche du renforcement des capacités du PNUD évolue en continu pour relever ces défis sans se limiter aux exigences de l'exécution de projets distincts, mais au contraire en agissant au niveau des composantes institutionnelles des capacités du pays. Œuvrant en collaboration avec ses partenaires au développement pour que les organisations et institutions agissent pour le bien de tous, le PNUD contribue à l'effort mondial d'amélioration des conditions de vie des habitants de notre planète.

Avec l'appui du PNUD, la plate-forme multifonctionnelle peu coûteuse accroît le rendement et les revenus des femmes au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. La Fondation Bill and Melinda Gates a récemment alloué 19 millions de dollars au projet.

« Si je devais résumer ma vision des Nations Unies et de ses travaux à l'heure actuelle, je dirais que l'Organisation se caractérise par un pragmatisme fondé sur des principes éthiques. En vertu de leur charte et de leur vocation, les Nations Unies se doivent d'être la voix de la conscience morale du monde. Un élément de cette composante morale est le devoir de répondre aux espoirs et aux attentes placés en nous, de fournir des résultats. »

– Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, *The Economist : The World in 2008*

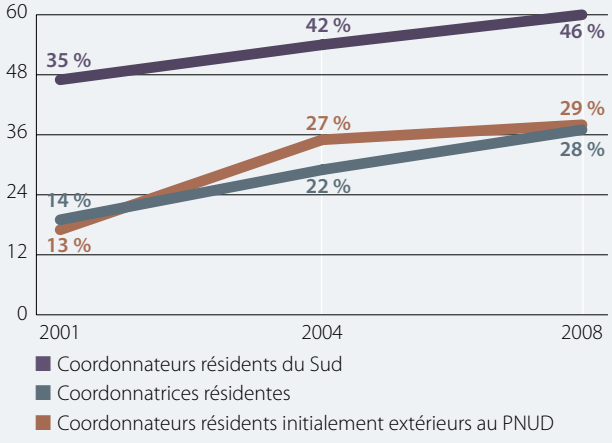
Le rôle du PNUD dans le système des Nations Unies pour le développement

Lorsque le nouveau Secrétaire général a pris ses fonctions le 1er janvier 2007, il a retenu certaines actions prioritaires à mettre en œuvre pendant la durée de son mandat. Il a résolu notamment de poursuivre le processus de réforme pour harmoniser davantage l'Organisation ainsi que de mobiliser la volonté politique des États Membres et de s'assurer qu'ils tiennent leurs engagements de réaliser les OMD en veillant à ce que des ressources suffisantes soient allouées au développement.

Des progrès ont été accomplis sur ces deux fronts. Faisant fond sur les efforts déjà en cours visant à renforcer la cohérence et l'efficacité du système des Nations Unies dans leurs interventions en faveur du développement au niveau national, le PNUD œuvre avec ses partenaires onusiens pour effectuer une contribution dans ce sens à la fois en qualité de gestionnaire du système des coordonnateurs résidents ainsi que d'acteur du développement fournissant des appuis aux programmes et des conseils techniques et politiques aux partenaires nationaux. En 2007, l'Assemblée générale a adopté le rapport du dernier Examen triennal complet, qui guide les activités du système des Nations Unies dans le domaine du développement. Cet examen reconnaît le rôle central joué par les coordonnateurs résidents dans la coordination des activités opérationnelles pour le développement, en vue de l'amélioration des interventions de l'Organisation pour répondre aux priorités nationales. Il reconnaît également que le système des coordonnateurs résidents joue un rôle clé en tant qu'instrument de coordination des activités de développement des Nations Unies au niveau des pays. Le PNUD s'emploie à renforcer sa gestion du système des coordonnateurs résidents de manière à ce que cette fonction soit exercée par le système des Nations Unies pour le développement de manière collégiale, participative et transparente. Dans de nombreux pays, le PNUD a créé un poste de directeur de pays chargé exclusivement de gérer le programme du PNUD, pour permettre au coordonnateur résident de se concentrer davantage sur le renforcement de la cohérence de l'équipe de pays des Nations Unies pour répondre aux priorités nationales de développement. Le PNUD s'acquitte aussi de son rôle de membre du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et s'assure que les activités de l'Organisation soient bien intégrées et alignées sur les objectifs de développement nationaux.

Au début 2007, avec les autorités gouvernementales de huit pays qui avaient décidé d'appuyer les efforts de l'Organisation visant à l'accroissement de la cohérence et de l'efficacité, les Nations Unies ont lancé des projets pilotes dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action »; les pays participants étaient l'**Albanie**, le **Cap-Vert**, le **Mozambique**, le **Pakistan**, le **Rwanda**, la **Tanzanie**, l'**Uruguay** et le **Viet Nam**. Ces projets, où les partenaires nationaux œuvrent en collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies, ont pour objet d'accroître la cohérence et l'efficacité des opérations de développement des Nations Unies, de tirer parti de l'expertise et de l'expérience disponibles au sein de tout le système onusien, de réduire les coûts de transaction et de forger des synergies pour aider les pays à mettre en application leurs plans nationaux de développement. Les retours d'information initiaux des huit pays pilotes et des équipes de pays des Nations Unies indiquent, sur la base des résultats obtenus en 2007, que grâce aux quatre principes de l'unification (un programme unique, un responsable unique, un budget unique et un bureau unique), les équipes de pays alignent plus étroitement l'aide au développement de l'Organisation sur les plans et priorités nationaux pour assurer une appropriation nationale accrue et pour offrir une plate-forme solide permettant aux Nations Unies de maximiser l'impact de leurs opérations de développement par une programmation et une planifica-

COORDONNATEURS RÉSIDENTS DES NATIONS UNIES : LES CHIFFRES*



*au 11 avril 2008
Source : PNUD/PB

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

1. **Réduire l'extrême pauvreté et la faim**
2. **Assurer l'éducation primaire pour tous**
3. **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
4. **Réduire la mortalité infantile**
5. **Améliorer la santé maternelle**
6. **Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**
7. **Assurer un environnement durable**
8. **Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

Lancé aux Nations Unies le 1er novembre 2007, le Moniteur des OMD, partenariat entre les Nations Unies, Cisco et Google, est un site web novateur qui permet de suivre les progrès accomplis en vue de la réalisation des OMD. Les visiteurs peuvent accéder à des informations sur quelque 130 pays du monde entier. Le Moniteur fournit des informations essentielles aux décideurs politiques et aux praticiens du développement pour réduire la pauvreté extrême d'ici 2015. L'une des fonctionnalités du site est Google Earth, qui permet de visualiser les profils des pays en trois dimensions.

Photo ci-dessus (de dr. à g.) : Michael T. Jones, Technologue pour Google Earth and Maps, Kemal Derviş, Administrateur du PNUD, Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, et Carlos Domínguez, Premier Vice-président de Cisco, lors du lancement. Le logo du Moniteur des OMD a été conçu et réalisé gratuitement par Bontron and Co.

Pour de plus amples informations, voir : www.mdgmonitor.org

tion conjointes. Les activités en cours dans les pays pilotes contribuent également à définir la répartition des responsabilités au sein de l'équipe de pays en vue de l'obtention de résultats concrets en matière de développement, s'assurant ainsi que tous les membres du système des Nations Unies appuient un programme et un apport de ressources cohérents et alignés sur les priorités nationales. Elles rappellent par ailleurs qu'il n'y a pas de formule magique et que les modalités selon lesquelles le système des Nations Unies exécute ses activités de développement varient d'un pays à l'autre en fonction du contexte et des priorités de la nation.

Au Rwanda, grâce à l'initiative « Unis dans l'action », les priorités retenues au titre du cadre d'aide au développement existant, gouvernance, santé, VIH/sida, nutrition et population, éducation, environnement, croissance durable et protection sociale, relèvent à présent d'un document opérationnel commun. Les portefeuilles de programmes ont été répartis entre les organismes des Nations Unies selon les avantages comparatifs de chacun de ceux-ci. Un comité de pilotage, réunissant des représentants des ministères techniques, des organismes onusiens, des organisations de développement bilatérales, des donateurs et d'autres parties prenantes, surveille les progrès accomplis tout au long du cycle de programmation dans chacun des domaines thématiques. D'après les retours d'information des instances gouvernementales, la planification conjointe a abouti à une approche stratégique plus cohérente, à une maximisation de l'impact des interventions des entités collaborant sur le terrain et au strict alignement des opérations de développement menées par les Nations Unies sur les plans officiels de développement national.

En Tanzanie, l'exécution des trois composantes du programme unique (programmes conjoints, services communs et communications communes) est en cours. Les activités des programmes conjoints sont mises en œuvre depuis la fin 2007 et, en mars 2008, 75 % des ressources nécessaires pour combler les manques de financement des divers programmes conjoints avaient été décaissés sur le fonds unique. Les bureaux des Nations Unies de Dar es Salam et deux grands bureaux auxiliaires de Zanzibar et de Kigoma sont gérés indépendamment par des organismes onusiens, chaque organisme administrant ses propres activités de programme au moyen de structures administratives – généralement ressources humaines, technologie des communications, achats et finances – qui tendent à fournir des services analogues. Le plan de bureau unique pour 2008-2009, adopté par l'équipe de pays des Nations Unies, vise à réduire les structures et les pratiques parallèles.

Au Viet Nam, 16 membres résidents de l'équipe de pays des Nations Unies participent au moins à l'un des quatre principes de l'unification. En août 2007, le gouvernement vietnamien et six organismes des Nations Unies ont signé le premier plan unique, qui guidera leurs activités de programmation jusqu'à la fin 2010. Un autre plan unique associant tous les autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies est déjà en vigueur. Un budget unique est en place,

avec un fonds spécial unique pour appuyer les efforts harmonisés de mobilisation et d'allocation des ressources. Le rôle du coordonnateur résident a été élargi afin de renforcer la cohérence politique et programmatique. Une équipe de gestion des opérations réduit les coûts par des mesures de mise en commun des activités opérationnelles telles que les déplacements, la sécurité et les achats, au titre d'un plan d'action pour les services communs. Et il est prévu d'établir une Maison des Nations Unies écologique pour faire des activités de l'Organisation au Viet Nam un modèle de pratiques respectueuses de l'environnement.

Dans le cadre de l'intensification des efforts visant à augmenter la cohérence et l'efficacité du système des Nations Unies au niveau des pays et à accroître les activités conjointes des Nations Unies, le PNUD est souvent appelé à faire fonction d'agent administratif de fonds d'affectation spéciale multi-donateurs. Ces fonds sont des instruments de financement par le biais desquels les donateurs mettent en commun leurs apports pour appuyer la réalisation des priorités nationales et pour faciliter la collaboration et la coordination des activités des organismes des Nations Unies. Depuis 2004, le rôle d'agent administratif du PNUD s'est développé pour inclure la gestion de plus de 3 milliards de dollars au nom du système des Nations Unies et des donateurs. Le plus important des fonds ainsi gérés est le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq, aujourd'hui d'un montant de plus de 1 milliard de dollars.

Reconnaissant la nécessité d'accélérer les progrès dans la réalisation des OMD, gouvernements et donateurs refocalisent leur attention et leurs ressources pour relever les défis de cette entreprise. C'est ainsi qu'en 2007, le Secrétaire général a instauré spécifiquement à ces fins un Groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique, groupe qu'il préside et qui réunit un ensemble sans précédent de responsables des principaux partenaires au développement actifs en Afrique : la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale, la Commission européenne, la Commission de l'Union africaine, le Fonds monétaire international et le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) représenté par son président, l'Administrateur du PNUD.

Trois grands objectifs guident les travaux du Groupe de pilotage. Le premier est de renforcer l'appui dans les pays en vue de la réalisation des OMD. Au nombre des priorités, figurent ici le lancement d'une Révolution verte africaine, au moyen d'un accroissement de l'aide publique au développement (APD) pour doubler la production vivrière. Le Groupe de pilotage vise également à accroître les investissements dans l'enseignement, les systèmes et les ressources humaines dans le domaine de la santé et l'infrastructure publique, et d'appuyer la réalisation d'un recensement de population en 2010. Le second objectif concerne les engagements de financement de l'APD. Soixante-dix pour cent de l'augmentation totale de l'APD promise à l'Afrique d'ici 2010 restent à programmer. En conséquence, le Groupe de pilotage a recommandé que les partenaires au développement publient pour

Au Malawi, l'abondante récolte de maïs est l'un des résultats d'un fonds spécial établi par le gouvernement il y a trois ans pour aider les agriculteurs à se procurer des engrais et des semences à haut rendement. La récolte du Malawi a doublé en l'espace d'un an. Les programmes tels que celui-ci peuvent être utiles dans la lutte contre la faim dans les pays pauvres.

chaque pays des tableaux de l'exécution de leurs engagements mondiaux en matière d'APD et qu'ils fournissent aux pays africains des échéanciers annuels indiquant l'APD qui leur serait allouée. Le troisième objectif est de renforcer la collaboration au sein des pays, pour amplifier les efforts visant à la réalisation des OMD. Le Groupe de pilotage travaille avec le **Bénin**, le **Ghana**, le **Libéria**, le **Niger**, la **République centrafricaine**, le **Rwanda**, la **Sierra Leone**, la **Tanzanie**, le **Togo** et la **Zambie** pour mener des études de cas et identifier les projets et programmes non financés qu'un appui international permettrait d'amplifier immédiatement. Ces études de cas seront présentées à la réunion du G-8 de Hokkaido et au Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra pour appuyer le plaidoyer en faveur de flux d'APD accrus et plus prévisibles.

Dans tous ces efforts, le PNUD est guidé par la conviction constante qu'une véritable cohérence et une efficacité renforcée du système des Nations Unies pour le développement aboutiront à terme à un impact accru sur l'amélioration des conditions d'existence des populations dans les pays qu'il dessert.

En Afghanistan, une usine moderne d'articles de sport établie à Kaboul par le ministère du Commerce offre des emplois aux Afghans touchés par la guerre.

Le groupe des Artistes pour la paix se produit à un événement précédant les élection historiques d'août 2007 en Sierra Leone. Cette initiative appuyée par le PNUD a rassemblé plus d'une dizaine de musiciens pour promouvoir la paix.

Les programmes du PNUD : le renforcement des capacités en action

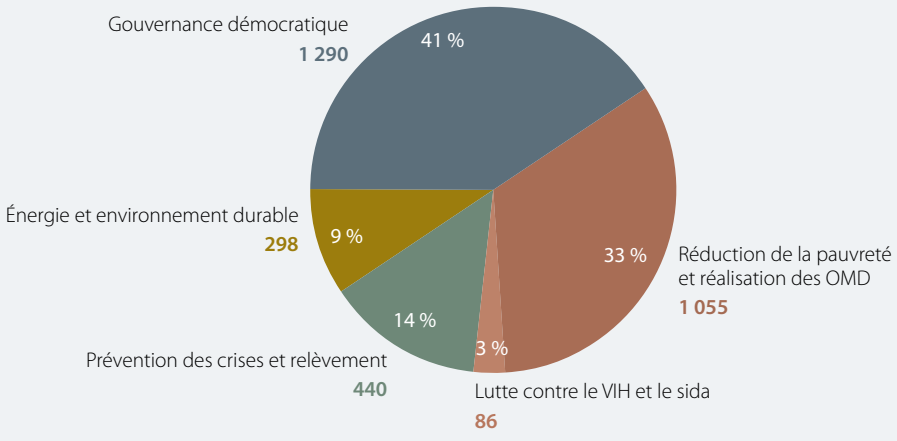
Le renforcement des capacités est d'une importance clé pour le développement humain durable. Un environnement porteur, des organisations efficaces et une base de ressources humaines dynamiques sont les composantes fondamentales sans lesquelles les pays ne peuvent pas planifier, mettre en œuvre et évaluer leurs stratégies de développement locales et nationales et encourager le développement humain.

Au cours de la décennie écoulée, la communauté du développement a compris qu'il est impossible d'œuvrer au plan des politiques sans agir simultanément sur les capacités des individus, des organisations et des communautés dans leur ensemble. Ce sont les institutions qui soutiennent les politiques et qui assurent leur application sur le terrain par le biais d'actions qui régissent le processus du développement. Le renforcement des institutions, au niveau des groupes de base, des communautés et de la nation, se situe au cœur même du défi du développement, qu'il s'agisse de leurs ressources humaines, de leurs systèmes ou de l'environnement dans lequel elles doivent opérer. C'est pourquoi le renforcement des capacités occupe une place centrale dans toutes les activités du PNUD.

Le PNUD accorde la priorité aux stratégies qui créent des possibilités de renforcement et de soutien des capacités au niveau national et local. Ces stratégies comprennent les réformes et les incitatifs institutionnels, l'amélioration des capacités de leadership, la promotion de l'éducation, de la formation et de l'apprentissage, et l'accroissement de la responsabilité et de l'implication en vue de l'obtention de résultats de développement.

Le renforcement des capacités consiste avant tout à induire des transformations, chez les individus et au sein des organisations et de la société, qui aboutissent à un développement humain durable. On trouvera dans les pages qui suivent des exemples des travaux du PNUD dans ses quatre domaines thématiques : réduction de la pauvreté et réalisation des OMD; gouvernance démocratique; prévention des crises et relèvement; et environnement et développement durable. Le renforcement des capacités concerne chacun de ces domaines et il définit les contributions apportées par l'organisation au processus du développement.

DÉPENSES DE PROGRAMMES DU PNUD 2007
En millions de $EU



Source : PNUD/OSG

DÉPENSES CUMULATIVES DE PROGRAMME DU PNUD 2004-2007

Millions de $EU

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET RÉALISATION DES OMD	
Rapports de pays sur les OMD et suivi de la pauvreté	585
Réformes de politiques pro-pauvres pour atteindre les cibles des OMD	616
Initiatives locales de lutte contre la pauvreté, notamment en microfinance	1 398
Mondialisation bénéficiant aux pauvres	134
Développement du secteur privé	58
Prise en compte systématique de l'égalité des sexes	139
Habilitation de la société civile	130
TIC au service d'un développement axé sur les pauvres	161
Riposte au VIH et au sida	192
Gouvernance des ripostes au VIH et au sida	205
VIH et sida, droits de l'homme et égalité des sexes	76
Autres activités de programme	8
Total partiel	**3 702**

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE	
Appui de politique pour la gouvernance démocratique	576
Développement parlementaire	99
Systèmes et processus électoraux	915
Justice et droits de l'homme	404
E-gouvernance et accès à l'information	71
Décentralisation, gouvernance locale et développement urbain/rural	990
Réforme de l'administration publique et lutte anti-corruption	2 122
Autres activités de programme	3
Total partiel	**5 180**

PRÉVENTION DES CRISES ET RELÈVEMENT	
Prévention des conflits et consolidation de la paix	239
Relèvement	561
Réduction des armes légères, désarmement et démobilisation	92
Action anti-mines	114
Réduction des effets des catastrophes naturelles	209
Initiatives spéciales pour les pays en transition	352
Total partiel	**1 567**

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Cadres et stratégies de développement durable	397
Gouvernance efficace de l'eau	123
Accès aux services énergétiques durables	249
Gestion durable des terres pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres	75
Conservation et utilisation durable de la biodiversité	328
Politiques et planification nationales/sectorielles pour lutter contre les émissions	80
Autres activités de programme	12
Total partiel	**1 263**

Total en relation avec les domaines de pratique	11 712
Sans relation avec les domaines de pratique au moment des rapports	1 333
Total partiel des programmes de pays	13 045
Programmes mondiaux, régionaux, interrégionaux et PAPP	1 244
Total général	**14 289**

Source : PNUD/OSG

Note : Les totaux présentent des variations minimes en raison de l'arrondissement des chiffres.

INSTITUTIONS FORTES ET CROISSANCE INCLUSIVE : RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET RÉALISATION DES OMD

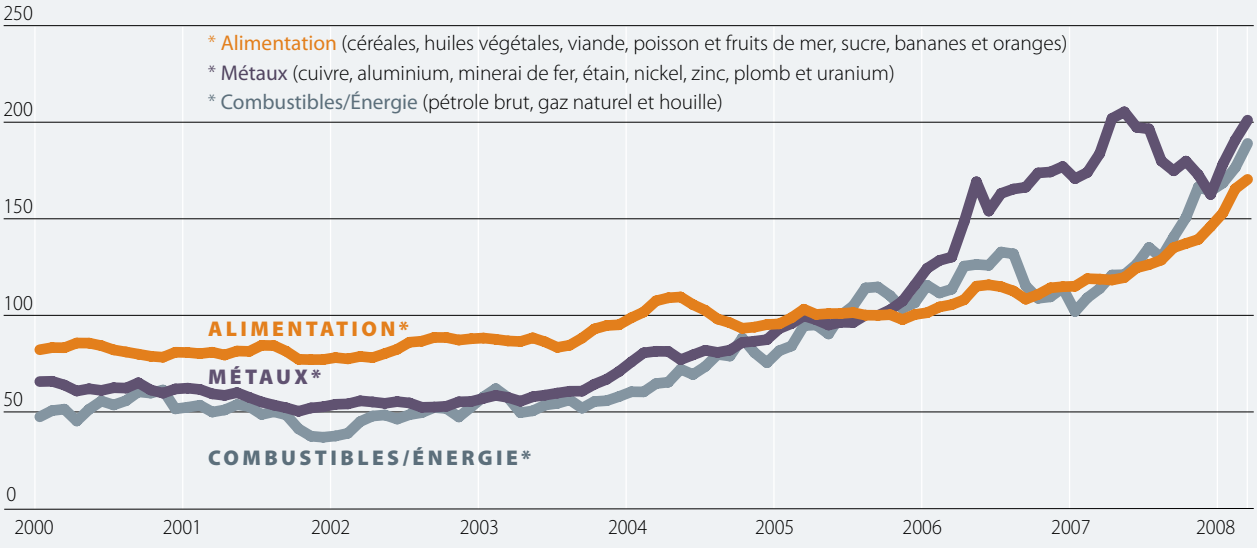
L'amélioration des conditions de vie par l'atténuation de la pauvreté est une composante centrale de l'approche du PNUD en matière de développement. Environ 1,2 milliard d'habitants de notre planète disposent de moins d'un dollar par jour pour vivre et près de 850 millions souffrent tous les jours de la faim. La pauvreté ne se résume pas aux difficultés financières dues à un manque d'argent : elle consiste également en un manque d'accès aux ressources essentielles et affecte la santé, l'éducation, la sécurité et les possibilités de participation à la vie politique des gens. Les solutions doivent donc porter sur les multiples aspects de la problématique, être ciblées et mesurables et tenir compte de l'impact particulièrement dur de la pauvreté sur les femmes. Par ailleurs, ces solutions doivent reposer sur les spécificités locales et renforcer les capacités locales à relever de nouveaux défis et à s'adapter.

Bien que la croissance économique soit essentielle pour extirper les gens de la pauvreté, elle n'y suffit pas à elle seule. Le renforcement des institutions pour habiliter les citoyens qu'elles desservent est la base de la croissance inclusive, mesurée par l'égalité d'accès et de contribution aux avantages de la croissance économique. L'assistance technique et l'aide financière étroitement conçues qui constituaient jadis la substance des mesures de lutte contre la pauvreté ont cédé la place à des interventions incrémentielles et de longue haleine qui tiennent compte de la nature souvent plus large et plus complexe des défis du développement. Le PNUD fait figure de chef de file à cet égard et agit en partenariat avec les instances gouvernementales pour concevoir des solutions qui s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de changement en matière de capacités politiques, organisationnelles et sociétales.

Un projet appuyé par le PNUD qui a établi un réseau d'observatoires du développement au **Honduras** est un exemple de ces nouvelles interventions. En mettant en place un système de recueil de données quantitatives et qualitatives en rapport avec la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, le projet a aussi formé les autorités municipales à l'utilisation et à l'interprétation des statistiques. Une fois l'information compilée et analysée, les chercheurs locaux et l'administration locale se font les instruments de sa diffusion auprès des communautés, partagent leurs connaissances et

INDICES DES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Le prix des denrées alimentaires est lié à ceux du pétrole et d'autres produits et augmente avec eux, aggravant les problèmes de développement et menant à des troubles civils. Le Secrétaire général a formé une Équipe spéciale de haut niveau pour faire face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire.



Source : Statistiques financières internationales du FMI, 2008

Dans tout le Ghana, avec le concours du PNUD, des centres d'information communautaires tels que celui-ci élargissent l'accès aux ordinateurs et autres instruments de communication. Ils dispensent également des formations techniques, comme ici, où des jeunes sont initiés au fonctionnement du matériel informatique.

favorisent l'implication du public auquel ils proposent des solutions de lutte contre la pauvreté. Cette démarche a eu le double avantage d'adapter les stratégies de réduction de la pauvreté plus spécifiquement aux besoins et aux exigences des groupes les plus touchés et d'accroître la participation du public. Parallèlement, des recherches exhaustives menées au niveau de base ont produit une base de données fiable répertoriant les ressources disponibles à ce niveau, avec notamment des listes d'experts, des activités de programme et des investissements, qui peut être consultée et partagée dans le pays entier. Cette information a été réunie au moyen d'une enquête auprès des ménages, coordonnée par le PNUD et la FLACSO, ayant son siège au Costa Rica, à laquelle ont participé 12 500 ménages de 47 municipalités situées dans trois régions du pays.

Le système hondurien d'observatoires a été conçu en utilisant les OMD pour plate-forme de recherche, en sus de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. En 2006, la région forestière de la **Guinée**, traditionnellement le grenier du pays, souffrait des répercussions de conflits voisins en **Côte d'Ivoire**, au **Libéria** et en **Sierra Leone**. L'afflux de plus de 45 000 réfugiés, personnes déplacées et ex-combattants dans la région a eu pour effet de surcharger les services sociaux au-delà de leur capacité et de provoquer une chute abrupte des indicateurs du développement humain. Le gouvernement a conclu un partenariat avec le système des Nations Unies, notamment avec le PNUD, pour élaborer, en se servant pour cibles des indicateurs des OMD, une stratégie d'intervention à long terme qui réponde aux besoins des populations touchées. Cette stratégie vise à renforcer les capacités locales dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la lutte contre le VIH, de la fourniture des services sociaux de base et de la gouvernance. À ce jour, le programme a aidé plus de 3 250 ménages à accroître leur production agricole et a dispensé des formations aux techniques de production à 50 groupes communautaires comptant plus de 3 000 membres. Le programme a également appliqué une approche à base communautaire pour lutter contre la propagation du VIH, qui a permis d'effectuer plus de 300 visites à domicile et de mieux cibler les soins dispensés à plus de 1 000 orphelins. Par ailleurs, grâce en partie à une campagne de sensibilisation aux maladies hydriques, plus de 2 600 sources d'eau ont été désinfectées, pour le bénéfice de 148 villages de la région. Le programme a offert aussi des possibilités d'éducation : plus de 15 000 personnes (dont 65 % de femmes) se sont inscrites à des cours de formation ou d'alphabétisation et 43 salles de classe ont été construites. Le PNUD a également appuyé la formation de 200 responsables locaux à l'administration et à la gestion du programme pour les trois années à venir.

Les cibles des OMD relatives à l'éducation ont non seulement amené un accroissement de la scolarisation dans l'enseignement primaire mais elles ont aussi mis l'accent sur l'élargissement de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur du fait de la remontée en amont des stratégies de renforcement des capacités. En 2007, le PNUD a aidé l'**Albanie** à réduire les disparités nationales et régionales de la scolarisation dans le secondaire au moyen d'un projet d'informatisation. Ce projet a doté tous les établissements d'enseignement secondaire du pays d'un laboratoire d'informatique, ce dont ont bénéficié quelque 140 000 lycéens, a établi un cursus national d'enseignement des technologies de l'information et des communications (TIC) et a créé un programme de formation et de certification à l'enseignement des TIC, qui a formé 7 700 professeurs de l'enseignement secondaire.

Dans d'autres lieux, le PNUD a recours à un mécanisme unique, tel que la microfinance, pour mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités visant de multiples objectifs. Dans le Jabal Al-Hoss, dans le nord-est pauvre de la **Syrie**, il a appuyé un projet visant à promouvoir le développement local et à habiliter les groupes vulnérables au moyen de la microfinance. Ce projet a établi un réseau de 32 fonds de développement villageois couvrant 40 villages pour administrer des micro-prêts à court terme, l'objectif à long terme étant de développer et de soutenir des institutions de microfinance desservant la région. À ce jour, le projet a abouti à l'octroi de près de 13 000 prêts en faveur de plus de 7 800 ménages qui ont vu leurs revenus augmenter de 20 %. Près de la moitié des emprunteurs sont des femmes et 46 % des 1 000 emplois créés par l'initiative sont des emplois féminins. Simultanément, 25 programmes d'alphabétisation des adultes ont été établis dans toute la région, ainsi que deux garderies auxquelles les femmes peuvent

Ouvriers dans une entreprise viticole de Moldova. Un projet de l'initiative GSB aide les viticulteurs moldoves à moderniser leur production et notamment à se conformer aux normes européennes.

confier leurs enfants pendant qu'elles suivent les cours. Le projet a aussi créé une base de données socioéconomiques pour suivre les progrès de la région dans divers domaines clés tels que la croissance démographique, la taille des ménages, le nombre d'animaux d'élevage, la superficie et le pourcentage des terres arables, et les taux d'alphabétisation. Inspiré par le projet et d'autres initiatives analogues mises en œuvre dans le pays, un décret a été adopté pour autoriser l'établissement d'institutions de microfinance supplémentaires dans le Jabal Al-Hoss et ailleurs.

Dans le défi de l'atténuation de la pauvreté, le PNUD voit aussi les possibilités d'innover et, en employant les ressources locales disponibles, de faire fond sur des modèles qui ont fait leurs preuves ailleurs. C'est dans cet esprit qu'en partenariat avec le FENU, il a apporté son appui au Gouvernement du **Mozambique** pour renforcer les capacités locales de prestations de services lors de l'exécution de petits projets de construction d'infrastructure publique.

La réfection de l'infrastructure rurale après une guerre civile prolongée présentait des difficultés pour le Gouvernement mozambicain dont les capacités d'exécution étaient réduites à 40 %, qui faisait face à des pénuries de matériaux de construction et à des projets inachevés ou abandonnés, et dont le pouvoir était insuffisant par rapport aux demandes des entrepreneurs. Une initiative de micro-entreprises rurales mise en œuvre dans la province de Nampula a pu bénéficier de la convergence de deux événements : un nouveau cours de formation de développement économique local pour la production de briques et de tuiles de toiture employant des matériaux locaux, et l'établissement de l'Agence de développement économique local de Nampula. Sur la base de cette initiative, des entrepreneurs formés ont tiré parti du projet de planification et de financement décentralisés du PNUD pour fabriquer et tester les produits, puis pour commercialiser largement leurs aptitudes nouvellement acquises dans les domaines de la construction et de la gestion des affaires. Ils ont créé de nouvelles entreprises, légalement constituées, enregistrées et agréées, et ont offert des alternatives locales viables aux planificateurs du développement des districts faisant des offres sur des projets d'infrastructure. À ce jour, dans le cadre de ce projet pilote, ils se sont vu attribuer des marchés d'infrastructure de plus de 1 million de dollars, ce

FENU : MOBILISATION DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Au Yémen, dans le cadre d'un atelier, un chef d'équipe dispense un cours sur le développement local et l'atténuation de la pauvreté.

Conformément à leurs mandats respectifs, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le PNUD s'emploient dans leurs travaux conjoints de développement local, entrepris par l'entremise des autorités des PMA, à renforcer les capacités des instances gouvernementales locales et à leur fournir des ressources. Les apports du FENU, sous forme de capitaux d'investissement pour des subventions globales, d'appuis au renforcement des capacités et de services consultatifs techniques, sont essentiels pour exécuter des projets pilotes novateurs qui, s'ils s'avèrent efficaces, peuvent être développés par les autorités nationales et reproduits dans d'autres pays faisant face à des défis analogues. Le FENU est administré par le PNUD.

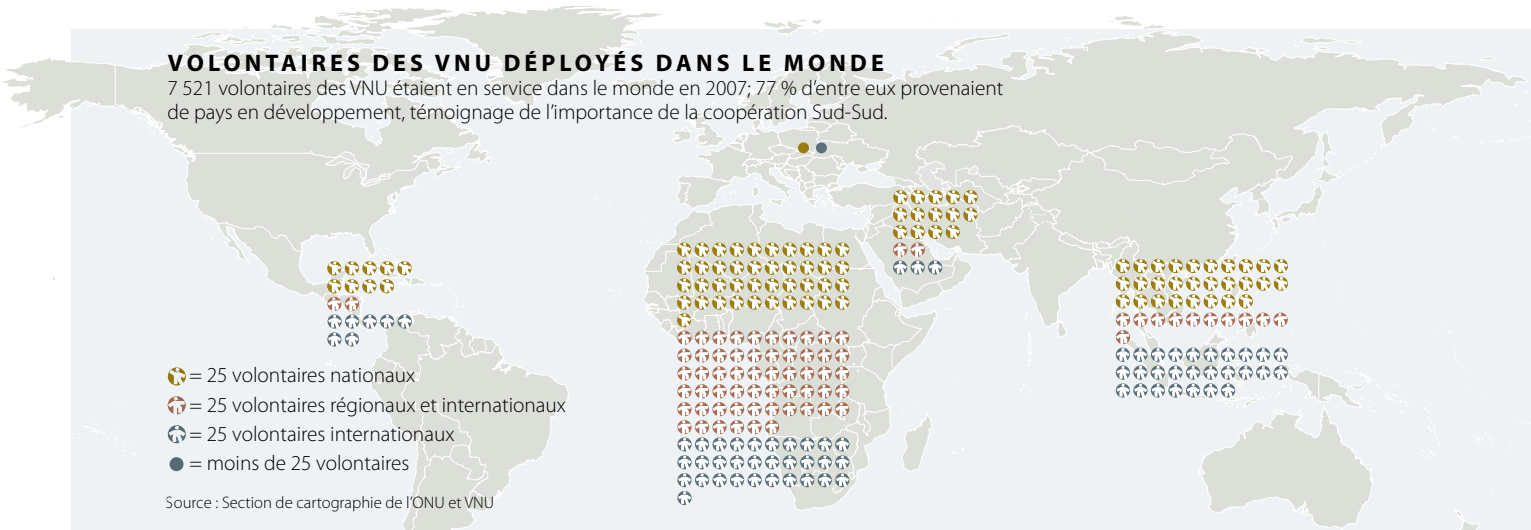
Ces interventions sont illustrées de manière optimale au **Yémen**, où le FENU et le PNUD aident le gouvernement à définir et à mettre en œuvre des réformes axées sur la décentralisation ainsi qu'à accroître l'efficacité des efforts des administrations locales visant à promouvoir le développement local et à atténuer la pauvreté. Le Programme d'appui à la décentralisation et au développement local est une initiative multi-donateurs qui a pour objet d'améliorer le système de décentralisation au Yémen et de renforcer les capacités des institutions locales en matière de gestion des dépenses publiques.

Le programme fait appel à des équipes mobiles de renforcement des capacités avec des experts en poste au niveau régional, détachés de différents services ministériels, qui apportent leurs connaissances aux instances locales et qui partagent les pratiques optimales entre les régions. Les équipes mobiles réunissent une large gamme de connaissances théoriques et pratiques spécialisées dans le domaine du développement local, notamment en recueil participatif des données, planification intégrée, budgétisation, achats, supervision de la mise en œuvre de projets, comptabilité et fourniture de rapports. Opérant sur le principe des services d'aide médicale d'urgence, les équipes se rendent en véhicules 4 x 4 jusque dans les régions les moins accessibles du pays et sont prêtes à partir à tout moment. Cette approche a permis au programme de renforcer les capacités en temps et lieu utiles et de manière adaptée aux besoins de capacités du système d'administration locale en évolution.

Depuis son démarrage au début 2004, le programme s'est étendu de 8 à 48 districts et il a démontré la faisabilité de la décentralisation fiscale, tout en fournissant une base pragmatique sur laquelle peut être formulée une stratégie de décentralisation nationale dotée d'une méthodologie et d'un cadre institutionnel unifiés. Avec un budget total de 12,5 millions de dollars, financé par neuf partenaires au développement, le programme a établi une plate-forme efficace au moyen de laquelle les organismes qui le souhaitent peuvent appuyer le développement local du Yémen; il a également démontré, ce faisant, la valeur d'une coopération plus cohérente entre les divers organismes des Nations Unies et les autres partenaires au développement pour obtenir des résultats de manière plus efficace au niveau local.

VOLONTAIRES DES VNU DÉPLOYÉS DANS LE MONDE

7 521 volontaires des VNU étaient en service dans le monde en 2007; 77 % d'entre eux provenaient de pays en développement, témoignage de l'importance de la coopération Sud-Sud.



Source : Section de cartographie de l'ONU et VNU

qui a eu un effet multiplicateur sur la capacité économique, de par la création d'emplois de la part des entrepreneurs et des sous-traitants. Les matériels pédagogiques du projet pilote ont été adoptés par l'Organisation internationale du Travail en vue d'une réplication dans d'autres régions, et le gouvernement a fait de cette initiative une plate-forme nationale pour la construction d'une infrastructure locale par les petites et moyennes entreprises dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Le PNUD attache une haute priorité à la coopération Sud-Sud en tant qu'incubateur de partenariats novateurs pour le développement et moyen de partage de mesures efficaces pour relever les défis communs de la mondialisation. Avec l'aide du PNUD, le Gouvernement de l'**Afghanistan** s'est récemment adressé à la fonction publique de l'Inde pour former ses fonctionnaires de niveau intermédiaire et supérieur. Trente conseillers indiens ont été attachés à des groupes de fonctionnaires d'institutions et de ministères afghans au niveau central afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion financière, gestion des ressources humaines, gestion des achats, élaboration des politiques et stratégies et services administratifs de base. La dynamique entre pairs a autorisé des échanges d'idées et d'information ouverts qui se sont révélés enrichissants pour toutes les parties en présence, moniteurs et apprenants. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan général de création d'un marché régional et national de cadres formateurs pouvant fournir des services internationaux, régionaux et locaux d'encadrement et de conseils à des coûts réduits. Des prises de contacts ont lieu avec la fonction publique d'un second pays de la région, le **Sri Lanka**, afin de renforcer encore la coopération régionale.

Du fait des flux transfrontières constants de capitaux, d'information et de personnes, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent tenir compte pleinement de l'impact local des tendances mondiales. Face à une forte émigration, à un taux de croissance démographique négatif et à une espérance de vie de plus en plus longue, la **Pologne** a entrepris un projet visant à élargir les possibilités d'emploi pour les gens de 45 ans et plus. Cette initiative s'est attachée à réduire la stigmatisation dont souffrent les employés âgés tout en améliorant les compétences du groupe démographique ciblé au moyen de conseils de carrière et de cours de formation

Marta Isabela Britez, marchande de fruits et légumes, est l'une des bénéficiaires d'un projet appuyé par le PNUD au Paraguay pour améliorer les institutions de microfinance dans tout le pays. Elle a obtenu récemment un prêt de 300 dollars.

professionnelle dans des domaines tels que les technologies de l'information, les soins infirmiers, le développement des entreprises et la réorientation des carrières. Le PNUD a aidé à constituer un corps de mentors professionnels pour promouvoir la notion des plans de perfectionnement individuels et les stratégies de maintien de la viabilité sur le marché compte tenu des besoins, circonstances et aspirations individuels. Durant la première phase du projet, 20 mentors ont été formés afin de desservir un groupe de plus de 340 clients. Une composante essentielle du projet consistait à aider les travailleurs âgés à adopter une attitude positive à l'égard du travail, à équilibrer la vie personnelle et la vie professionnelle, à acquérir une plus grande estime d'eux-mêmes et à prendre conscience dans leurs aptitudes au travail. En raison des premiers retours d'information – 91 % des participants se sont déclarés extrêmement satisfaits du programme – 24 membres de syndicats ouvriers ont été formés aux techniques d'encadrement à appliquer dans leurs interactions avec les travailleurs syndiqués. Le projet a publié récemment un guide des pratiques optimales à l'intention des syndicats du travail, des établissements d'enseignement, des employeurs privés et du secteur public.

Le **Cambodge** adopte une approche active analogue pour gérer son intégration dans l'économie mondiale. Sans s'arrêter aux statistiques impressionnantes qui font apparaître un bond de 30 % de la part du produit intérieur brut (PIB) due aux exportations et des taux de croissance particulièrement rapides du PIB au cours de la décennie écoulée (les projections les plus récentes dépassant 10 %), le Gouvernement cambodgien a fait équipe avec le PNUD pour rele-

ver deux défis qui se profilent à l'horizon : la diversification de ses exportations et la répartition équitable des avantages provenant du commerce dans l'ensemble de la société. La Stratégie d'intégration du commerce du Cambodge, de 2007, s'attaque résolument à ces défis; elle définit 19 nouveaux secteurs de production de biens et de services à explorer et vise à tirer parti des avantages comparatifs des producteurs locaux, à relever les normes de contrôle de la qualité et à encourager les initiatives de politiques et les réformes juridiques et institutionnelles axées sur l'atténuation de la pauvreté liée aux activités commerciales.

La stratégie du Cambodge est un exemple des interventions du PNUD qui ont pour objet de renforcer la synergie entre le commerce et la croissance inclusive. En 2007, le PNUD a aidé plus de 45 des pays les plus pauvres du monde à accroître leur compétitivité et à bénéficier des échanges internationaux. Outre son appui en faveur de l'élaboration de politiques et de mesures législatives pro-pauvres, le PNUD aide à forger des liens entre le secteur public et le secteur privé pour recueillir les bienfaits de l'entrepreneuriat social. À mesure que les entreprises se développent, leur prospérité dépend de plus en plus de leurs activités sur des marchés porteurs et durables à l'étranger.

Les innovations en matière d'entrepreneuriat social fleurissent dans tout le monde en développement, y inclus dans certains des PMA. La Fondation Bill and Melinda Gates a récemment attribué 19 millions de dollars à un projet appuyé par le PNUD qui fait usage de machines à faible coût pour accroître la productivité et les revenus d'agricultrices du **Burkina Faso**, du **Mali** et du **Sénégal**. La composante principale du projet est une plate-forme multifonctionnelle (MFP), moteur diesel monté sur un châssis auquel peuvent être raccordés toutes sortes d'outils, notamment des moulins à grain, des décortiqueuses, des chargeurs de batterie et diverses machines de menuiserie-charpenterie; 24 de ces plates-formes au moins seront alimentées au biocarburant. La plate-forme multifonctionnelle permet d'effectuer des travaux ménagers tels que le décorticage et la mouture du sorgho, du mil, du maïs et autres céréales, qui se font généralement à la main, au moyen d'un pilon et d'un mortier ou d'une meule, cette mécanisation ayant pour résultat d'en faire des activités économiques rentables. Elle peut également produire de l'électricité pour l'éclairage, la réfrigération et le pompage de l'eau, ce qui permet d'alimenter les communautés en eau propre.

Contrairement à la situation dans les pays développés où tous les travaux ménagers peuvent être effectués en actionnant un simple interrupteur électrique, en Afrique, en milieu rural, les maisons ne sont pas raccordées au réseau électrique (la mise en place de celui-ci n'étant pas toujours envisagée) et la préparation des repas familiaux est une tâche laborieuse pour les ménagères. Celles-ci passent jusqu'à six heures par jour à ramasser du bois de feu, aller chercher de l'eau, décortiquer et piler les céréales, ce qui ne leur laisse guère de temps pour exercer un emploi quelconque hors de chez elles. Les filles obtiennent souvent des résultats scolaires médiocres car elles doivent aider leur mère, ce qui se traduit par une fréquentation scolaire irrégulière, voire par l'abandon de leurs études.

La plate-forme multifonctionnelle a déjà fait la preuve de sa valeur dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, où le traitement des noix de karité est une activité économique répandue. Au **Mali**, par exemple, le broyage manuel de 10 kg de noix de karité produit 3,5 kg de beurre en huit heures, contre 4,5 kg en quatre heures et demie au moyen de la plate-forme. Le financement de la Fondation Bill and Melinda Gates, réparti sur quatre ans, contribuera à établir 600 entreprises agricoles en milieu rural dans les trois pays ciblés et permettra aux exploitants agricoles, en particulier aux femmes, de mieux gérer leur temps et leurs ressources.

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RIPOSTE AU VIH ET AU SIDA

On a pu constater ces dernières années une évolution prometteuse des efforts déployés au niveau de par le monde pour lutter contre l'épidémie de sida, notamment avec la mise en œuvre de programmes renforcés d'accès au traitement et de prévention. Néanmoins, le nombre de personnes vivant avec le VIH continue d'augmenter et le nombre de décès dus au sida se situe toujours à un niveau alarmant. Selon les estimations du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), il y avait en 2007 33,2 millions de personnes infectées par le VIH et le nombre des nouvelles infections par s'est élevé dans l'année à 2,5 millions. L'impact du sida a de vastes répercussions sur la réalisation des OMD, en particulier pour les cibles relatives à la pauvreté, à l'éducation, à l'égalité des sexes et à la santé infantile et maternelle. Sous l'effet de l'épidémie, la pauvreté se creuse et s'étend et les acquis du développement sont remis en cause.

Le PNUD est l'un des co-fondateurs et l'un des 10 organismes constituant ONUSIDA. La riposte des Nations Unies face au sida est un bon exemple de la réforme de l'Organisation en action; elle rassemble différents organismes onusiens qui œuvrent de concert pour relever l'un des plus grands défis de développement au monde. Le PNUD a un rôle spécifique et bien défini dans la riposte du système des Nations Unies, ayant été désigné comme chef de file des interventions visant le sida et le développement, la gouvernance, les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

En **Chine**, les responsables de la santé au niveau national et local ont noté qu'il fallait soutenir les mesures de lutte contre le VIH parmi les hommes qui ont des rapports homosexuels et renforcer la participation de ceux-ci à la riposte. Le Groupe de travail ONUSIDA/OMS, dirigé par le PNUD en partenariat avec le Centre national de prévention et de lutte contre le sida et les MST, a formulé un cadre national de lutte contre le VIH/sida pour ce groupe cible, qui a été publié à la fin 2007. Le cadre et ses mesures de suivi

ADULTES ET ENFANTS VIVANT AVEC LE VIH ET LE SIDA (2001 et 2007)

(en milliers)

Statistiques régionales sur le VIH et le sida	2001	2007
Afrique subsaharienne	20 900	22 500
Moyen-Orient et Afrique du Nord	300	380
Asie du Sud et du Sud-Est, Asie de l'Est	3 920	4 800
Océanie	26	75
Amérique latine et Caraïbes	1 490	1 830
Europe orientale et Asie centrale	630	1 600
Europe occidentale et centrale	620	760
Amérique du Nord	1 100	1 300
Total	**29 000**	**33 200**

Source : ONUSIDA

visent à renforcer l'appropriation communautaire au niveau local chez les membres de ce groupe et à accroître leur participation aux activités de prévention et de sensibilisation au VIH, à élargir l'accès aux conseils psychologiques et au traitement volontaires et à fournir des soins et des appuis par l'élaboration de plans d'action communautaires conjoints ainsi que par la définition de rôles et de responsabilités spécifiques des groupes de la société civile et des services de santé au niveau communautaire.

En **Thaïlande**, le PNUD est intervenu en étroite coopération avec le Réseau thaïlandais des personnes vivant avec le VIH/sida pour documenter les enseignements tirés des 10 dernières années de travail des réseaux de défense des droits de l'homme des séropositifs. Un rapport contenant une compilation de ces enseignements sera diffusé auprès des organisations de la société civile et il servira d'instrument aux organismes de développement actifs dans la lutte contre le sida.

À **Djibouti**, au cours d'une formation de dirigeants religieux menée par le PNUD en partenariat avec le Programme national de lutte contre le sida et avec l'assistance technique du Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes, 25 imams ont subi des tests de dépistage du VIH et ont prôné les avantages de ces tests en invitant toute la population à s'y soumettre.

En **Russie**, les dirigeants de l'Église orthodoxe russe ont manifesté leur volonté de riposter au VIH/sida au niveau régional et local. Le diocèse de la région d'Orenburg a nommé un de ses membres en tant que représentant de l'Église au sein du Comité municipal sur le VIH/sida et la toxicomanie et il a entrepris la création d'un centre régional de ressources de l'Église sur le VIH. Le patriarcat de Moscou a lancé les préparatifs de la seconde Conférence internationale interconfessionnelle sur le VIH/sida qui aura lieu en 2008. En matière de prévention de l'infection par le VIH chez les jeunes, l'Église a fait un grand pas en avant en élaborant un programme visant à favoriser un changement de comportement général. En 2007, plus de 400 personnes ont participé à des activités de prévention de l'infection par le VIH ciblant les utilisateurs de drogue par injection; plus de 300 personnes vivant avec le VIH ont reçu des soins palliatifs dispensés par des pairs bénévoles des organisations confessionnelles formés dans le cadre du projet, et plus de 500 spécialistes ont participé à des activités de renforcement des capacités, de sensibilisation et de formation spécialisée, telles que des formations de personnel médical aux soins palliatifs pour les personnes vivant avec le VIH.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est toujours l'un des partenaires les plus importants du PNUD dans les efforts de riposte au VIH, l'une des priorités du PNUD étant d'améliorer la qualité de la mise en œuvre des interventions. Depuis sa création, le partenariat PNUD-Fonds mondial s'est considérablement développé. Alors qu'il gérait une seule subvention du Fonds mondial en **Haïti** en 2002, le PNUD en gère actuellement en **République démocratique du Congo**, au **Soudan** et dans 23 autres pays. À la fin 2007, les résultats obtenus par le Fonds mondial au moyen de projets où le PNUD faisait fonction de bénéficiaire principal comprennent l'apport d'un traitement antirétroviral à plus de 105 000 personnes, d'un traitement antipaludéen à 4,6 millions de personnes, de services de prévention de l'infection par le VIH, de la tuberculose et du paludisme à plus de 9,3 millions de personnes et de conseils psychologiques et de tests de dépistage du VIH à environ 1,5 million de personnes.

« L'existence d'une relation entre la démocratie, la liberté de la presse et le développement a été clairement établie par plusieurs études, menées notamment par la Banque mondiale et les Nations Unies, qui montrent que plus les journalistes ont de liberté, plus efficace est la lutte contre la corruption et plus grande aussi la focalisation des ressources dans les domaines prioritaires du développement. »

– *BBC Worldwide*, 16 janvier 2008

HABILITATION DES GENS POUR LE DÉVELOPPEMENT : GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

La gouvernance démocratique est essentielle pour le développement humain équitable et inclusif. Elle offre aux populations la possibilité d'apporter des changements et d'opérer des choix pour améliorer leurs conditions de vie. La réalisation des OMD d'ici 2015 exige au niveau national ainsi qu'au niveau international une volonté politique qui ne peut être mobilisée que si les pauvres ont une voix plus forte et une influence plus grande sur les décisions. Les polities démocratiques reposent sur des institutions efficaces, notamment sur une administration publique compétente agissant au service des administrés, un parlement élu exerçant un contrôle sur le pouvoir exécutif, et un appareil judiciaire indépendant et professionnel assurant l'accès de tous à la justice.

Avec des apports annuels d'environ 1,5 milliard de dollars alloués à l'appui des processus démocratiques de par le monde, le PNUD est l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de coopération technique pour la gouvernance démocratique. Le PNUD consacre la plus forte proportion de ses ressources, 40 % de ses dépenses afférentes aux programmes, à la gouvernance démocratique.

Les travaux du PNUD dans ce domaine visent à contribuer à l'établissement d'États efficaces, appuyés et soutenus par des institutions sensibles aux besoins de la population et capables d'assurer le bon fonctionnement de la démocratie pour les pauvres. Ces travaux comprennent l'apport d'appuis aux processus électoraux, mais ils ne s'arrêtent pas au lendemain du scrutin. Ils comportent également d'autres composantes : un soutien continu aux parlements et aux entités de gouvernance décentralisées de manière à renforcer le système de poids et de contrepoids qui permet à la démocratie de prospérer; des activités de promotion des droits de l'homme, de l'état de droit et de l'accès à la justice visant à accroître l'impartialité et l'efficacité des mécanismes nationaux de protection des droits de l'homme et du système judiciaire; des mesures assurant la liberté d'expression et d'accès à l'information en renforçant la législation, les capacités des médias et l'e-gouvernance; la promotion de l'habilitation politique des femmes; et l'intégration de mesures anti-corruption à tous les niveaux.

Toutes les interventions sont fondées sur la réalisation de la nécessité d'allier la gouvernance démocratique et les capacités de l'État en matière de développement. La démocratie doit se traduire par l'apport d'avantages tangibles pour les pauvres. Si les gens votent sans que leurs représentants élus prennent ensuite des mesures qui résultent en de réelles améliorations dans leur vie quotidienne, ils risquent d'être désillusionnés et de perdre confiance dans le processus démocratique. Si le gouvernement est renforcé mais qu'il n'a pas à répondre de ses actes devant le peuple, le processus risque de devenir essentiellement non démocratique et de ne bénéficier qu'à certains et pas à la majorité. En l'absence d'une vigoureuse participation inclusive, d'une responsabilisation des pouvoirs publics et d'un renforcement des capacités des institutions et de leur aptitude à répondre aux besoins des populations, il est peu probable que les gouvernements pourront tenir leurs promesses et réaliser les OMD.

Depuis sept ans, certains des plus gros donateurs du PNUD allouent des ressources supplémentaires dans ce domaine, par le biais du Fonds d'affectation spéciale thématique pour la gouvernance démocratique. Pour le cycle 2007, ce fonds a appuyé 130 projets de par le monde, auxquels il a alloué plus de 16 millions de dollars pour mettre en œuvre des initiatives novatrices conçues pour favoriser la participation inclusive, accroître la réactivité des institutions de gouvernance et prôner les pratiques de gouvernance démocratique fondées sur les principes internationaux.

L'un des principaux domaines d'intervention du PNUD en matière de gouvernance démocratique est celui de l'appui électoral. Le PNUD apporte son concours à une élection, quelque part dans le monde, tous les quinze jours en moyenne. En 2007, il a eu l'honneur de contribuer aux efforts déployés par les autorités électorales de la **Sierra Leone** pour organiser des élections libres et régulières qui, pour la première fois de l'histoire du pays, ont opéré un changement de pouvoir par des voies démocratiques. Le projet s'est attaché à renforcer les capacités de toute l'infrastructure électorale du pays, à réorganiser la Commission électorale nationale et à réformer le cadre électoral. Il a fallu pour cela renforcer les capacités professionnelles des travailleurs électoraux, des forces de police, des fonctionnaires de l'administration, des représentants des partis politiques et du grand public, et lancer un dialogue national sur un code de déontologie auquel toutes les parties devraient se conformer.

Les travailleurs électoraux du Bangladesh ont battu le record mondial des inscriptions électroniques sur les listes électorales : en mai 2008, ils avaient inscrit plus de 66 millions d'électeurs. Le PNUD a coopéré avec la Commission électorale pour dresser une nouvelle liste des électeurs en prévision des élections nationales de 2008.

Les électeurs se sont présentés aux urnes en nombre record, plus de 2,6 millions, soit 91 % de l'électorat, après de vastes campagnes d'inscriptions électorales et des mois de participation civique au processus de réforme. Les observateurs nationaux et internationaux ont loué la transparence du processus et ont noté une réduction significative de la violence liée aux activités politiques et au scrutin, ainsi que des irrégularités, de la négligence et de la fraude électorales. Au cours de mois qui ont suivi le scrutin, on a pu constater l'apparition de signes de revitalisation économique dans la capitale, Freetown, où des commerces ont repris leurs activités et où une industrie de la musique locale dynamique s'est imposée à l'attention mondiale.

Dans le cadre des efforts du **Bangladesh** pour améliorer la gouvernance démocratique, le PNUD a œuvré avec la Commission électorale du pays pour dresser une nouvelle liste des électeurs avant les élections nationales devant avoir lieu d'ici la fin 2008. La nouvelle liste comprend une photographie numérique de chaque électeur afin d'éviter la fraude et les redondances. On estime que d'ici la fin du processus d'inscription, le Bangladesh aura battu le record mondial de vitesse d'enregistrement des électeurs, dont le nombre s'élève à quelque 80 millions. En mai 2008, plus de 66 millions d'entre eux avaient déjà été inscrits. Cette initiative innovante a bénéficié de l'appui financier de neuf partenaires au développement qui ont contribué 50 millions de dollars versés à un fonds commun géré par le PNUD pour la Commission électorale du Bangladesh.

Depuis janvier 2007, le PNUD appuie les préparatifs des premières élections démocratiques du **Bhoutan**, la plus jeune des démocraties du monde. Il aide à former des responsables électoraux au niveau national et départemental et intervient en partenariat avec le Gouvernement japonais pour doter les bureaux de vote de matériel de TI et pour étendre la couverture des réseaux télévisuels dans les régions rurales. Le PNUD soutient également les efforts d'éducation des électeurs déployés par la Commission électorale du Bhoutan, en produisant des guides électoraux et des clips pour les médias ciblant divers publics mais en particulier les 16 000 jeunes qui viennent d'atteindre l'âge de la majorité électorale fixé à 18 ans.

Quarante journalistes ont bénéficié d'une formation, dispensée avec l'appui du PNUD, sur la façon de couvrir les processus électoraux de manière précise et objective. Des porte-parole gouvernementaux seront formés pour assurer l'application de procédures d'information ouvertes et sensibles aux besoins du public. En vue de l'institutionnalisation de ces pratiques, le PNUD appuie l'établissement d'une Association de journalistes du Bhoutan ainsi que d'un groupe d'information et d'un site web parlementaires, pour élargir l'accès du public aux décisions du parlement,

ACCROISSEMENT DE L'ACCÈS ET DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS ÉLECTORAL

PÉRIODE	TYPES D'INTERVENTION
BESOINS EN PHASE PRÉ-ÉLECTORALE	• Examen du cadre juridique • Procédures juridiques et procédures de mise en œuvre connexes • Formation des commissions de surveillance électorales : entités spéciales pour les groupes marginalisés. Recrutement de femmes membres • Formation ciblée • Accès élargi aux inscriptions : équipes mobiles, inscriptions par procuration, inscriptions à proximité du domicile, rampes d'accès, etc. • Partis politiques engagés • Information et éducation des électeurs • Implication des médias • Intégration de technologies appropriées
BESOINS EN PHASE ÉLECTORALE	• Facilitation de l'accès aux bureaux de vote • Aide aux électeurs lors du scrutin (sans porter atteinte au secret du suffrage)
BESOINS EN PHASE POST-ÉLECTORALE	• Évaluation de l'accès et de la participation aux élections et aux programmes mis en œuvre • Éducation civique • Activités avec les parties prenantes

Source: PNUD/BDP

aux projets de lois et à d'autres informations. Les initiatives mises en œuvre dans le pays comprennent également l'apport d'un appui à la Commission anticorruption qui est chargée notamment de veiller à la responsabilisation du gouvernement et du processus électoral, au moyen d'expositions ambulantes sur la réduction de la corruption en politique. Le PNUD continue également de fournir son soutien à la Commission électorale du Bhoutan.

Les élections libres et régulières ne sont que l'un des piliers de la démocratie et la gouvernance démocratique doit également être soutenue par un système parlementaire solide. Les institutions chargées de veiller au bien-être public doivent avoir les capacités les ressources et l'indépendance requises pour être efficaces. De récentes recherches ont lié la présence d'un parlement robuste à celle d'un régime démocratique fort et d'une société ouverte. Des institutions parlementaires capables sont essentielles à l'établissement et au maintien de la démocratie, car elles permettent aux gens de participer aux processus décisionnels politiques qui façonnent leur existence. Le PNUD apporte actuellement son appui à un parlement sur trois de par le monde.

Le renforcement de la gouvernance institutionnelle est, pour les **Îles Salomon**, une priorité depuis la fin des troubles civils en 2003. Avec sa population de moins de 500 000 habitants parlant plus de 60 langues, le pays s'emploie à conforter l'unité nationale et à forger un consensus sur la répartition équitable des ressources. À la fin 2007, le PNUD a soutenu le Secrétariat parlementaire au cours d'une crise de confiance déclenchée par la démission de huit ministres. Il a contribué à mener une analyse juridique qui a permis aux autorités de réagir aux épisodes successifs de la crise conformément aux bons principes de l'administration publique et de l'état de droit, évitant ainsi de violents affrontements. Le projet a aidé à renforcer les capacités du parlement à maintenir un équilibre satisfaisant entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

Le PNUD aide les instances gouvernementales à fournir des services de base à la population. L'une des fonctions importantes du gouvernement est de veiller à ce que ces services fondamentaux que sont la santé, l'éducation et l'énergie soient fournis à ceux qui en ont besoin. Les régimes démocratiques sains doivent disposer pour ce faire, au niveau national et local, d'une administration publique efficace, d'une fonction publique solide et de politiques sociales équitables. C'est pourquoi le PNUD œuvre avec les pays en développement pour renforcer les capacités de l'administration publique. En 2007, près des deux tiers des dépenses totales du PNUD pour la gouvernance démocratique ont été consacrés à la réforme de l'administration publique, à la lutte contre la corruption, à la décentralisation et à la gouvernance locale.

Aux **Philippines**, une série d'interventions a établi des entités de surveillance citoyennes pour assurer le suivi des progrès en vue de la réalisation des OMD au niveau municipal. Ces projets axés sur les OMD ont sensibilisé les fonctionnaires municipaux et le grand public à l'importance

LES VNU : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR LE VOLONTARIAT

Au Soudan, Badria Ahmed Elhij, volontaire VNU communautaire distribue des informations au cours d'une séance de sensibilisation sur les mutilations génitales féminines.

Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), administré par le PNUD, a appuyé en 2007 la réalisation des objectifs de développement de 25 organismes des Nations Unies en déployant 7 500 volontaires VNU et en promouvant le volontariat et l'intégration du volontariat dans la planification du développement. Quelque 77 % de ces volontaires provenaient de pays en développement, ce qui constitue une expression de la coopération au développement Sud-Sud. Parmi eux figuraient 2 185 ressortissants africains et 1 133 ressortissants asiatiques qui ont été affectés hors de leur pays d'origine. En **Somalie**, une volontaire VNU infirmière népalaise a formé des sages-femmes et du personnel infirmier, alors qu'à la **Trinité-et-Tobago**, un médecin VNU kényan a mis au point des protocoles de dépistage du VIH/sida. Le PNUD a affecté 2 105 volontaires VNU à 488 projets, dont 16 projets cofinancés par le Fonds bénévole spécial pour les VNU.

Le volontariat joue un rôle dans le renforcement des capacités en ce qu'il encourage l'implication des gens dans le développement de leur société. Par son modèle de fonctionnement unissant le plaidoyer, l'intégration et la mobilisation de volontaires, le programme des VNU accroît le rôle du volontariat dans le développement. L'intégration des activités des VNU dans 41 Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et dans 29 plans d'action pour la mise en œuvre de programmes de pays constitue un indicateur de résultat important qui permet d'apprécier l'impact des VNU.

En sus du placement de volontaires des VNU, le programme a contribué au renforcement des capacités nationales en matière de gestion des volontaires, à l'élaboration de mesures législatives concernant les volontaires et à l'établissement de systèmes nationaux de volontariat dans des pays tels que le **Burkina Faso**, l'**Équateur**, le **Libéria**, le **Niger**, le **Pakistan** et la **Tanzanie**.

Pour favoriser l'application des principes de la gestion axée sur les résultats, le programme des VNU a tenu cinq ateliers consacrés à l'analyse de ses contributions dans les domaines des interventions de post-conflit, de la gestion des catastrophes, de la participation des jeunes, de la gouvernance et de l'infrastructure des volontaires nationaux. L'atelier relatif au renforcement des capacités de gouvernance démocratique en Afrique a constaté que les volontaires avaient aidé à réaliser des progrès dans les domaines de la responsabilité et de la transparence des institutions gouvernementales en matière de fourniture de services de base, de l'accès à la justice des groupes pauvres et marginalisés, de la participation des citoyens à la planification du développement, de l'organisation des élections et des prestations de services sociaux. Les contributions des VNU au renforcement des capacités dans les domaines de la gouvernance démocratique et des élections ont eu des impacts visibles en **République démocratique du Congo** et au **Timor-Leste**.

Les volontaires VNU ont participé à toute une gamme de projets, notamment à un programme conjoint de sécurité humaine au **Honduras**, au renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe en **Inde**, en **Indonésie** et à **Sri Lanka**, au soutien de l'état de droit au Soudan et au renforcement des capacités du secteur de la santé dans des pays tels que l'**Afrique du Sud**, le **Malawi** et la Trinité-et-Tobago. Le programme des VNU offre aux gens la possibilité de mettre leurs aptitudes au service du renforcement des capacités dans le monde entier, un tiers des volontaires VNU intervenant dans ce sens au sein de leur propre communauté.

Travailleurs électoraux népalais montrant les cartes d'identité du personnel des bureaux électoraux utilisées lors des élections d'avril 2008.

d'actions concertées dans ce sens et ont favorisé la collaboration entre les divers services au stade de la planification et de la fourniture de services de base pour atteindre les cibles des OMD dans 13 villes du pays. Les lois, ordonnances et politiques de ces villes ont été amendées pour mieux les aligner sur les OMD, les droits de l'homme et l'égalité des sexes. Ces projets ont eu pour résultats d'élargir l'accès des groupes pauvres et défavorisés aux biens et services publics. Leur succès est dû à l'établissement de profils de pauvreté et de situations de référence pour le développement (qui forment la base de la définition de cibles locales pour les OMD), au jumelage des villes et d'institutions locales possédant des ressources, et à des mécanismes de retours d'information des bénéficiaires à base de connaissances qui ont accru la responsabilisation des entités gouvernementales locales. Ce modèle a été documenté et il est aujourd'hui en cours de diffusion sur tout le territoire des Philippines.

Le PNUD appuie toute une gamme de projets de décentralisation dans le monde. Certains, au **Burkina Faso** et dans toute l'Afrique par exemple, visent à formaliser les relations entre le système judiciaire civil et les conseils de villages. D'autres, tels que ceux du programme d'habilitation municipale en **Égypte**, mettent l'accent sur la décentralisation fiscale en tant que moyen d'atténuation de la pauvreté.

L'élimination de la corruption est indispensable pour réduire la pauvreté et promouvoir l'instauration d'un développement social durable et axé sur les gens. En 2007, le bureau du PNUD au **Mexique** a étendu la portée d'une initiative antérieure conçue pour prévenir l'achat des votes et pour éviter les ingérences « d'entrepreneurs politiques » qui promettent des avantages sociaux en échange de votes. Le projet a formulé plusieurs recommandations de politiques, et a également assuré un suivi de leur mise en œuvre, visant à élargir l'accès à l'information des bénéficiaires de programmes et du grand public, à accroître la transparence des actions gouvernementales et la responsabilité redditionnelle, et à renforcer les capacités des organismes publics de supervision et des groupes de surveillance. Il a également été procédé à un sondage national, le premier en son genre, auquel ont répondu 9 000 personnes, qui a élucidé les perceptions relatives au fonctionnement et à la transparence des programmes anti-pauvreté, aux questions de culture et de participation politique, et à l'exposition des bénéficiaires des programmes à des pratiques cherchant à forcer les pauvres à voter en faveur de certains candidats en échange de biens ou de services publics. Il a permis de formuler plusieurs bonnes pratiques aptes à accroître la transparence et la responsabilité dans l'administration des programmes de lutte contre la pauvreté et à faciliter l'accès des bénéficiaires et du grand public aux informations. Le projet a également défini divers moyens utiles pour renforcer les campagnes d'éducation civique, ainsi que les programmes de suivi et de surveillance des programmes sociaux par le public au niveau communautaire. Ces activités ont été largement rapportées dans les médias, plus de 200 articles leur ayant été consacrés dans les grands journaux nationaux.

Le PNUD prône l'accès à la justice pour les pauvres. La gouvernance démocratique exige que des lois idoines soient adoptées et que l'on veille à leur application, tout en s'assurant que les gens sachent que leurs différends peuvent être réglés de manière impartiale et équitable. Dans les pays qui émergent de situations de conflit, il peut être nécessaire de repartir à zéro, d'élaborer une constitution, de recruter des magistrats, de former des gardiens de prison et des officiers de police. Après deux décennies de guerre civile, le **Soudan** méridional reconstruit aujourd'hui et le PNUD est présent pour l'appuyer dans cette tâche. Le PNUD et ses partenaires ont dispensé à ce jour des cours d'anglais à 40 juges et à leur personnel auxiliaire et des cours d'éducation juridique continue à 17 juges et avocats. Au **Yémen**, le PNUD a apporté son concours à l'informatisation des archives judiciaires et à l'adoption d'un système de gestion des tribunaux. Le transfert des textes de lois sur disques compacts a été si bien accueilli que le nombre de copies est passé de 500 à 5 000.

Le PNUD appuie les mesures d'universalisation des droits de l'homme et place ceux-ci au centre des programmes de gouvernance démocratique. Un système robuste de promotion et de protection des droits de l'homme, guidé par des politiques publiques strictement égalitaires, est essentiel au bon développement des sociétés à régime démocratique. En conséquence, le PNUD apporte son concours au renforcement des capacités au niveau national, régional et local, souvent en collaboration avec des partenaires du système des Nations Unies et de l'extérieur. Au nombre de ses récentes interventions figure le renforcement des institutions nationales des droits de l'homme et l'harmonisation des lois régissant ce domaine au **Kazakhstan**, le soutien des minorités et la fourniture d'une aide juridique aux populations défavorisées d'**Indonésie**, et la promotion des droits des personnes handicapées au **Pérou**.

Le PNUD s'attache à aider les pouvoirs publics à remédier aux déséquilibres résultant de l'inégalité des sexes. L'accès et la participation des femmes aux processus de gouvernance démocratique figurent en bonne place dans ses programmes. Le PNUD a élaboré une série de matériels et de ressources pour guider les politiques et informer leur application en vue d'améliorer l'accès des femmes à la justice,

Le PNUD aide au rétablissement de l'état de droit au Soudan méridional, notamment en renforçant les capacités des magistrats.

d'encourager une participation plus large des femmes aux élections et d'assurer la sensibilité de la gouvernance aux sexospécificités, notamment en tenant dans la rédaction des textes législatifs de l'impact potentiel qu'ils peuvent avoir sur les femmes. Parmi les ressources disponibles, figure un réseau destiné aux femmes actives dans la vie politique, baptisé « iKNOW Politics » [jeCONNAIS la politique] qui relie les candidates et les dirigeantes du monde entier aux conseils et aux connaissances pratiques dont elles ont besoin pour être efficaces dans leurs efforts et dans l'exercice de leurs fonctions une fois élues.

La liberté d'expression et le droit à l'information sont des conditions préalables indispensables pour assurer la participation nécessaire à la vie de la nation dans une société démocratique ouverte. Le PNUD aide les pays à améliorer leur environnement législatif et réglementaire pour assurer la liberté et le pluralisme en matière d'information; il appuie le renforcement des capacités des médias et de la société civile pour leur permettre d'exercer leur droit à l'information et pour mettre en place des mécanismes de communication qui habilitent les particuliers, notamment les groupes marginalisés, en vue de leur participation efficace aux processus de gouvernance.

Les récents travaux entrepris au **Népal** sont un bon exemple de ce type d'intervention. Dans le cadre d'un projet du PNUD intitulé « Participation à la paix », le BBC World Service Trust a rassemblé les citoyens de régions rurales pour leur permettre de poser directement des questions au premier ministre sur l'état du processus de paix et d'exprimer leurs préoccupations concernant diverses questions en rapport avec la gouvernance. Une réunion distincte ouverte au grand public avec le président du Parti communiste (maoïste) du Népal a également été organisée. Ces deux réunions ont été radiodiffusées en direct, marquant ainsi la première fois au Népal où les gens ordinaires ont pu procéder à des échanges directs en temps réel avec des représentants des autorités. Le Trust a maintenant lancé une nouvelle série d'émissions sur les affaires publiques au Népal, dénommée *Sajha Sawal* (Questions communes), qui est diffusée par 35 stations de radio FM ainsi qu'à la télévision.

L'existence d'une relation entre la démocratie, la liberté de la presse et le développement a été clairement établie par plusieurs études, menées notamment par la Banque mondiale et les Nations Unies, qui montrent que plus les journalistes ont de liberté, plus efficace est la lutte contre corruption et plus grande aussi la focalisation des ressources dans les domaines prioritaires du développement. Au niveau mondial, régional et national, le PNUD contribue à la formation de journalistes nationaux et au renforcement des cadres juridiques et institutionnels qui autorisent la pratique d'un journalisme indépendant et le développement des médias. Œuvrant avec des partenaires du système des Nations Unies et la communauté internationale des journalistes, il vise à encourager la croissance d'organisations et d'institutions d'informations médiatiques professionnelles dans les pays en développement, tant au niveau national qu'au niveau local.

Un atelier récemment organisé par le PNUD a accueilli 18 journalistes et professionnels des médias de sept pays : le **Bélarus**, le **Kirghizistan**, la **Moldova**, l'**Ouzbékistan**, la **Russie**, le **Tadjikistan** et l'**Ukraine**. Cet atelier a inculqué aux participants une meilleure compréhension des concepts du développement et a renforcé leurs capacités en matière de couverture médiatique des tendances et des questions de développement humain présentant une importance particulière pour la région. Il a également contribué à accroître la coopération entre les différents organes médiatiques.

Le PNUD contribue à un accroissement de la base d'informations sur les réformes démocratiques. En encourageant les évaluations de la gouvernance menées par les instances nationales, le PNUD accroît les capacités des décideurs politiques à prendre des décisions informées et renforce la voix des pauvres et des femmes. En **Argentine**, un audit-citoyen appuyé par le PNUD a été réalisé en 2007 pour institutionnaliser l'analyse qualitative des pratiques démocratiques locales dans les municipalités. Le projet a institué des forums civiques locaux composés de représentants d'OSC et des instances municipales, qui ont défini des normes et des indicateurs relatifs aux éléments de la gouvernance à évaluer et qui ont ensuite procédé à des enquêtes pour recueillir les informations à analyser. À ce jour, il a été établi une cinquantaine de forums civiques, couvrant 30 % de la population nationale. Les rapports émis par les forums influent déjà sur les décisions politiques relatives à l'accès aux informations publiques et aux projets de santé publique. Avec la large participation et l'appropriation de la part des administrations municipales et de la société civile, les audits-citoyens formalisent la pratique du suivi et de l'évaluation de la vie démocratique dans le pays.

« Rappelons-nous que la paix n'est pas la simple absence de guerre et qu'elle doit comprendre la libération de la peur et la fin de l'impunité. »

– Kathleen Cravero, Sous-secrétaire générale et Directrice du Bureau de la prévention des crises et du relèvement, PNUD, *Lettre aux Membres du Conseil de sécurité des Nations Unies*, publiée dans l'*International Herald-Tribune*, 8 mars 2008.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR SURMONTER LA VULNÉRABILITÉ : PRÉVENTION DES CRISES ET RELÈVEMENT

Plus de 40 pays ont souffert de conflits violents depuis 2000. Selon les dernières statistiques du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), quelque 32,9 millions de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres subissent actuellement les conséquences directes de tels conflits. Plus de 1,5 million de personnes ont péri du fait de catastrophes naturelles au cours des deux décennies écoulées et les pertes économiques annuelles résultant de ces événements s'accroissent.

Bien que de nombreux pays en développement aient réalisé des progrès appréciables en matière de développement humain et que des millions de gens échappent à la pauvreté chaque année, les conflits violents, le manque de ressources, l'insuffisance de la coordination et la faiblesse des politiques continuent de freiner ces progrès. Le PNUD appuie les stratégies nationales de développement visant à la prévention des conflits, au relèvement en phase de post-conflit et au lendemain de catastrophes naturelles, grâce à des instruments de développement adaptés à la situation, à la promotion de l'égalité des sexes, à l'établissement de réseaux de connaissances, à la planification et à la programmation stratégiques, ainsi qu'à la formulation de politiques et de normes.

Le lien qui existe entre la sécurité et le développement a amené le PNUD à appuyer les efforts visant à résoudre le problème de la violence armée. Les civils possèdent environ 650 millions des 875 millions d'armes à feu que l'on sait en circulation dans le monde. La prolifération des armes bon marché accroît les risques de troubles civils, et plus grande est la capacité de réglementation du pays, plus chères sont les armes. Dans certains pays d'Afrique, par exemple, le prix d'un fusil d'assaut est inférieur d'environ 200 dollars à la moyenne mondiale, ce qui révèle la facilité avec laquelle les armes traversent les frontières.

Au **Guatemala**, où la société accepte très généralement la possession d'armes à feu par la population civile, 85 % des homicides recensés dans la capitale du pays sont commis au moyen d'armes de petit calibre. Une initiative parrainée par le PNUD, lancée en 2007, a visé à sensibiliser le public aux dangers présentés par les armes légères et à appuyer la mise en œuvre d'un Programme de désarmement national. Elle comportait une étude des coûts de la violence pour l'économie nationale, qui a donné lieu à des débats publics sur l'impact socioéconomique général de la violence armée. À Santa Lucía Cotzumalguapa, ville de taille moyenne particulièrement touchée par la violence, une forte volonté politique a amené la municipalité à concevoir et à appliquer des mesures visant à lutter contre le phénomène et à améliorer la sécurité. Le projet a aidé à dispenser une formation aux fonctionnaires municipaux en matière de sondages et d'analyse et à élaborer un plan de sécurité. Le PNUD a également aidé à formuler la première politique publique municipale du Guatemala sur la sécurité des habitants. Depuis le démarrage de ce programme, le niveau de la violence, mesuré d'après le nombre d'homicides et d'autres actes de violence commis, a baissé et l'expérience de Santa Lucía a retenu l'attention d'autres municipalités qui envisagent de s'en inspirer.

Qu'elles résultent d'actes de violence armée ou de catastrophes naturelles, les crises touchent les femmes de manière disproportionnée, aggravant la discrimination dont elles font souvent l'objet en temps normal. Femmes, hommes, filles et garçons sont vulnérables de différentes manières en période de crise et sont souvent traités de façon différente par les auteurs de la violence et les acteurs étatiques. L'appartenance à l'un ou l'autre sexe est l'un des grands facteurs déterminants de la capacité des individus à faire face à l'insécurité des crises ainsi que des possibilités et des modalités d'accès aux secours une fois les crises terminées. Si les femmes et les hommes connaissent collectivement l'insécurité des situations de crise et doivent s'adapter à leurs conséquences économiques et sociales, les femmes, qui sont dans le monde les plus pauvres parmi les pauvres, sont exposées en outre aux risques de violence sexuelle et sexiste.

Le PNUD a lancé récemment un programme conçu pour sérier les priorités, répondre aux besoins des femmes et des filles en période de crise et leur donner davantage voix au chapitre lors du relèvement. Ce « programme en huit points en faveur de l'émancipation des femmes et de l'égalité des sexes dans la prévention des crises et le relèvement » place les femmes au premier plan des interventions en période de crise et vise spécifiquement à mettre un terme à la violence envers elles, à leur assurer l'accès à la justice et la sécurité, à promouvoir leur rôle en tant que décideuses, à les associer à tous les processus de paix, à fournir un appui aux femmes et aux hommes pour favoriser le relèvement, à promouvoir

Réunion communautaire au Rwanda : un officier de police plaide contre la violence sexospécifique dans le cadre d'une initiative visant à réduire la violence envers les femmes.

l'intervention des femmes en tant que dirigeantes dans le relèvement, à inscrire les affaires féminines à l'ordre du jour national et à associer les femmes et les hommes aux processus de transformation sociale.

Parmi les initiatives mises en œuvre dans le cadre de ce programme figurent notamment un projet visant à renforcer la sécurité et l'accès des femmes à la justice dans l'est de la **République démocratique du Congo**, l'établissement dans l'ouest de la **Côte d'Ivoire** d'un centre d'appui géré par une organisation non gouvernementale féminine locale qui dispense des conseils psychologiques, des soins de santé et des services économiques aux femmes et aux filles affectées par les conflits, un projet de soutien du système judiciaire national au **Timor-Leste** qui a permis la nomination de 11 juges, sept défenseurs publics et neuf procureurs en remplacement d'administrateurs internationaux qui occupaient ces postes depuis l'indépendance, et un programme d'état de droit en **Somalie** grâce auquel les officiers de police formés dans le pays comprennent aujourd'hui, estime-t-on, 10 % de femmes. En outre, il a été formé une Association d'avocates du Somaliland, la première du pays, qui fournit une aide juridique aux victimes de viol et de violence intrafamiliale.

Le PNUD codifie également l'expérience des pays en matière de programmes pour les jeunes, pour formuler des conseils pratiques sur la jeunesse en situation de conflit. Parmi ses interventions au niveau des pays figurent l'apport d'appuis aux gouvernements et aux homologues nationaux pour la formulation et la mise en œuvre de politiques nationales pour la jeunesse au **Libéria**, la promotion de la création d'emplois pour les jeunes au Kosovo, l'utilisation d'activités sportives et autres activités socioculturelles au **Liban**, et l'encouragement du bénévolat chez les jeunes en **Bosnie-Herzégovine**.

S'agissant des catastrophes naturelles, le PNUD s'emploie avec ses partenaires nationaux à renforcer les systèmes d'alerte précoce et de relèvement initial. Ces dernières années ont été marquées par un accroissement de la fréquence des ouragans, des pluies diluviennes et des sécheresses dans les Caraïbes. Le PNUD a œuvré récemment avec le Gouvernement de **Cuba** ainsi que d'autres partenaires, notamment le Gouvernement du **Canada**, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Oxfam et le Fonds andalou des municipalités pour la coopération internationale, pour appuyer le renforcement d'une stratégie nationale de prévention et de gestion des risques. Le projet a créé 24 centres de gestion et de réduction des risques de catastrophes et 51 systèmes d'alerte précoce dans 4 provinces et 20 municipalités de Cuba, dont bénéficieront plus de 1,2 million de personnes. Les centres mènent des études de vulnérabilité et élaborent des plans prévisionnels au moyen de systèmes d'information géographique qui renforcent les capacités d'intervention des institutions qui doivent agir en cas de crise. La gestion des risques a également été intégrée dans le secteur du logement où l'accent a été mis sur les matériaux de construction locaux, l'emploi de technologies durables et l'amélioration des mécanismes de gestion locaux et des services techniques consultatifs. À ce jour, 39 centres locaux de production de matériaux de construction ont amélioré leurs installations et 34 entités municipales offrant des services de logement ont desservi, selon les estimations, 1 500 familles.

Concept relativement nouveau, le relèvement initial se situe à la jonction des secours humanitaires et du relèvement à long terme. Tout en travaillant dans le contexte général des secours humanitaires, les équipes du relèvement initial ont leurs regards tournés vers l'avenir et évaluent les dégâts causés à l'infrastructure, aux biens, aux moyens d'existence et à la société. Leur but est de favoriser la transition vers le relèvement à long terme, à savoir le rétablissement des moyens d'existence, des capacités gouvernementales et du logement et d'apporter l'espoir aux sinistrés au lendemain de la crise.

La fourniture d'appuis pour permettre aux autorités de continuer de répondre aux besoins de développement durant les crises est l'une des principales composantes des travaux du PNUD. En **Iraq**, plus de 40 millions de dollars ont été alloués à des activités concernant la réfection des systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement, la reconstruction d'hôpitaux et la construction de marchés communautaires. Plus de 160 générateurs ont été mis en place pour assurer l'alimentation d'urgence en électricité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de stations de pompage d'eau. Le PNUD continue d'administrer le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq au nom du GNUD, ce fonds étant doté de

UNIFEM : UNE BUDGÉTISATION SENSIBLE AUX SEXOSPÉCIFICITÉS

Femmes des Îles Uros (Pérou), rassemblées sur les rives du lac Titicaca. Le tourisme est la principale source de revenus de la région.

À Cochabamba, en **Bolivie**, beaucoup d'hommes ont quitté la ville et sont partis à l'étranger en quête de meilleures possibilités d'avenir. Il en est résulté des pénuries de main-d'œuvre dans certains emplois traditionnellement masculins et les femmes de Cochabamba se sont vues forcées d'acquérir les compétences requises pour combler les manques. Grâce à des financements de l'administration municipale, elles apprennent la charpenterie et la maçonnerie et se procurent ce faisant des revenus décents pour elles-mêmes et leurs enfants. Pendant que les femmes travaillent, leurs enfants participent à un programme d'activités sportives conçu pour les filles comme pour les garçons, également financé par la municipalité. Ces deux initiatives sont le résultat des nouvelles pratiques qui accordent une place importante à la budgétisation sensible aux sexospécificités à Cochabamba.

En Bolivie, au titre de la loi de 1994 sur la participation populaire, il a été prévu d'assurer l'élaboration participative des plans de développement locaux et d'instituer des comités de vigilance, qui constituent deux des principaux mécanismes de participation du public au niveau local. Avec l'appui d'UNIFEM, l'*Instituto de Formación Femenina Integral* (IFFI) de Cochabamba a mobilisé et formé les membres des organisations féminines locales pour les aider à tirer parti des possibilités offertes par la loi de prendre en compte le point de vue des femmes dans les politiques publiques locales. Grâce à la campagne de plaidoyer de l'IFFI, les directives budgétaires municipales exigent à présent que des ressources budgétaires soient allouées à des programmes qui promeuvent l'égalité des sexes et dispensent des services aux victimes de la violence.

Au cours des huit dernières années, UNIFEM, qui est administré par le PNUD, a contribué au renforcement des capacités des instances gouvernementales et des organisations féminines à intégrer l'égalité des sexes dans les processus budgétaires dans plus de 30 pays, parfois en collaboration avec le PNUD. Dans une première phase, les efforts d'UNIFEM étaient axés sur la mise à disposition d'instruments et de méthodes de budgétisation sensibles aux sexospécificités, ainsi que sur l'accroissement des aptitudes et des connaissances des parties prenantes pour les aider à militer en faveur d'une telle budgétisation et à mener des analyses budgétaires sexospécifiques. Depuis 2005, l'accent a été mis sur les mesures visant à ce que les priorités des femmes pauvres soient dûment prises en considération dans les processus de budgétisation nationaux.

Diverses initiatives mises en œuvre en **Équateur**, au **Maroc**, au **Mozambique** et au **Sénégal** ont pour objet de veiller à ce que les processus et politiques budgétaires soient plus sensibles aux principes de l'égalité des sexes et à ce que les priorités des femmes pauvres soient prises en compte dans l'allocation des ressources. Au **Maroc**, ceci a mené à la production d'un rapport annuel sur l'égalité des sexes qui accompagne le budget national et qui précise comment les services gouvernementaux tiendront compte des priorités en matière d'égalité des sexes dans l'allocation des deniers de l'État. En 2007, 19 entités distinctes ont exposé leurs plans en détail dans ce rapport.

Étant donné que la décentralisation accroît le rôle des administrations locales dans la prestation de services à la population, UNIFEM soutient diverses initiatives de budgétisation sensible à l'égalité des sexes au niveau local. Des initiatives dans ce sens ont été menées dans six pays d'Amérique latine, à savoir en **Argentine**, au **Brésil**, en **Bolivie**, en **Équateur**, au **Mexique** et au **Pérou**, ainsi qu'en **Inde**, au **Maroc**, en **Ouganda** et aux **Philippines**.

plus de 1 milliard de dollars provenant d'une vingtaine de sources pour financer des efforts de relèvement de grande envergure.

Par l'entremise du Fonds d'affectation spécial pour l'Iraq du GNUD, le Gouvernement du **Japon** a fait équipe avec le PNUD pour appuyer un projet de réfection de deux unités de la centrale électrique de Hartha, reliée au réseau électrique national. Six ingénieurs sur site ont été formés au Japon aux pratiques optimales du secteur pour garantir l'exploitation durable de la centrale, et quatre autres aux pratiques internationales de l'inspection du matériel. Depuis le dernier envoi important de matériel pour l'Iraq, les deux unités de la centrale fonctionnent sans incidents et leur capacité de production est à présent de 350 mégawatts, avec moins d'interruptions et des temps de coupure réduits. En conséquence, quelque trois millions d'Iraquiens sont aujourd'hui alimentés normalement en électricité par la centrale.

En sus de ses interventions en période de crise, le PNUD aide les gens à revenir à une existence normale au lendemain des conflits. Par l'intermédiaire du Programme de relèvement et de réhabilitation post-conflit à base communautaire au **Soudan** financé par la CE, 300 projets de relèvement bénéficiant à 800 000 personnes ont été mis en œuvre dans tout le pays : 22 dispensaires de santé et 207 systèmes d'adduction d'eau ont été réhabilités, et 4 520 femmes ont obtenu des prêts de microcrédit pour des petites entreprises. Au Soudan oriental, après avoir été démobilisés, 1 700 membres du Front oriental ont reçu une aide en espèces, ainsi que des appuis à la réinsertion; ils ont également bénéficié de services de conseils psychologiques et de sensibilisation au VIH. Au Soudan méridional, le PNUD a récemment commencé la construction des premières phases de deux centres de formation pénitentiaire. À ce jour, un programme de formation professionnelle au service pénitentiaire a formé 1 100 anciens soldats de l'Armée populaire de libération du Soudan, qui ont été transférés des forces armées et affectés au service pénitentiaire. En sus de la réorientation et de la formation d'ex-combattants dans le cadre d'un programme de trois mois, les centres de formation dispenseront des cours de formation à l'intention de personnels spécialisés des établissements pénitentiaires. Ces cours comprendront

L'Administrateur du PNUD Kemal Derviş avec un rescapé des attaques à la bombe qui ont fait 17 morts parmi le personnel des Nations Unies en Algérie.

des formations de formateurs, d'agents de sécurité sociale, de personnel médical et de personnel administratif.

Au niveau mondial, une nouvelle initiative du PNUD est consacrée à l'accroissement des capacités en matière de gestion des risques de catastrophe. Le Programme mondial d'identification des risques, d'une durée de cinq ans, a pour objet d'appuyer les partenaires nationaux de pays à risques élevés pour les aider à déterminer les facteurs causatifs de catastrophes naturelles. Il a ainsi appuyé la réalisation d'évaluations de risques sismiques dans la région de la Basse Californie (**Mexique**), exposée à ces risques, et a aidé à établir des observatoires de pertes dues aux catastrophes dans six pays d'Asie. Une autre initiative dite Projet SURGE, lancée en 2006, vise à accroître les capacités du PNUD à répondre promptement et efficacement aux exigences du relèvement au lendemain immédiat des crises, qu'il s'agisse d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle. En 2007, ce projet a identifié 63 fonctionnaires du PNUD possédant de l'expérience en situation de crise et des connaissances spécialisées dans au moins l'un de 12 domaines, notamment en relèvement initial, coordination, appui opérationnel, mobilisation de ressources et communications. En avril 2008, 43 d'entre eux avaient suivi une formation pour les préparer à la fourniture de services d'appui consultatifs aux bureaux de pays faisant face à des crises. En 2007, des procédures opérationnelles permanentes pour les situations de crise ont été élaborées, avec notamment un dossier pratique SURGE en ligne, et elles seront mises à l'essai en 2008.

COÛTS SOCIOÉCONOMIQUES DE LA VIOLENCE

COÛTS DIRECTS	
Valeur des biens et services utilisés pour le traitement ou la prévention de la violence	• Santé • Police • Justice pénale • Logement • Services sociaux
COÛTS NON MONÉTAIRES	
Pretium doloris	• Morbidité accrue • Mortalité accrue du fait des homicides et suicides • Alcoolisme et toxicomanie • Troubles dépressifs
EFFETS MULTIPLICATEURS ÉCONOMIQUES	
Impacts macroéconomiques, impacts sur le marché du travail et impacts intergénérationnels sur la productivité	• Participation réduite au marché du travail • Productivité réduite au travail • Réduction des revenus • Accroissement de l'absentéisme • Impacts intergénérationnels sur la productivité du fait du redoublement de classes et de la baisse du niveau d'instruction • Réduction de l'investissement et de l'épargne • Exode des capitaux
EFFETS MULTIPLICATEURS SOCIAUX	
Impact sur les relations personnelles et la qualité de vie	• Transmission intergénérationnelle de la violence • Baisse de la qualité de vie • Érosion du capital social • Réduction de la participation aux processus démocratiques

Source : *Investing in Gender Equality: Global Evidence and the Asia-Pacific Setting*; Programme de prise en compte systématique des sexospécificités dans la région Asie-Pacifique, Centre régional du PNUD de Colombo, 2008.

L'ÉCOLOGISATION DE LA CROISSANCE : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les pauvres sont affectés dans une mesure disproportionnée par la dégradation de l'environnement et par le manque d'accès aux services énergétiques propres et d'un coût abordable. Les changements climatiques, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles présentent au niveau mondial ainsi que national des problèmes qui exigent une coopération entre tous les pays. Le PNUD s'attache à renforcer les capacités nationales de gestion durable de l'environnement, tout en assurant une protection appropriée des pauvres, en identifiant et en partageant les pratiques optimales, en fournissant des conseils de politique et en forgeant des partenariats.

Les preuves scientifiques réunies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) au cours des deux dernières décennies ont contribué à dégager un consensus de plus en plus large sur l'ampleur des changements climatiques mondiaux en cours, le lien entre les activités humaines et ces changements, et les effets du phénomène. Bien que l'impact exact des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne soit pas facile à déterminer, on possède aujourd'hui des connaissances suffisantes pour établir l'existence de risques graves d'effets potentiellement catastrophiques pour notre planète et ses habitants si rien n'est fait pour stabiliser les taux de concentration atmosphérique des gaz incriminés à des niveaux considérés comme sans danger.

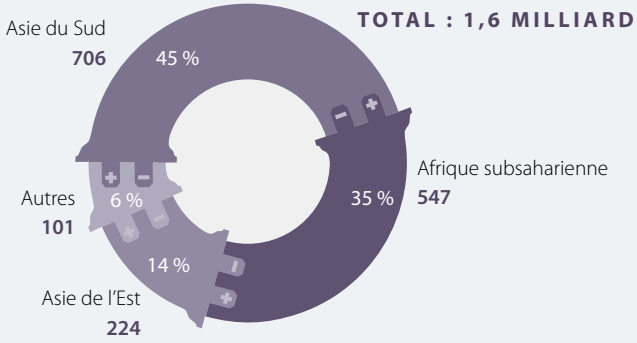
Les effets des changements climatiques sur les générations futures suscitent de réelles préoccupations qui exigent que le monde agisse sans tarder davantage. Les changements climatiques ont de graves répercussions sur le développement humain et tout particulièrement sur les populations les plus pauvres du globe.

Dans son *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008, La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, le PNUD présente des arguments en faveur de l'instauration de mesures immédiates, d'un coût abordable et efficaces. Avec une volonté politique et des actions mondiales suffisantes, les sociétés peuvent faire face aux effets des changements climatiques et s'y adapter pour continuer, malgré ces changements, de réaliser des progrès en matière de développement humain. Le rapport signale que nous disposons d'une fenêtre d'opportunité d'une décennie et il définit un plan d'action, comportant notamment des stratégies pour réduire les émissions, tout en recourant à des mécanismes du marché pour atténuer leurs effets, financer les initiatives à faible émission de carbone pour les pays en développement, relever les normes réglementaires d'efficacité énergétique, et financer et soutenir les stratégies d'adaptation dans les pays pauvres.

En décembre 2007, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques a réuni à Bali (Indonésie) plus de 10 000 participants venus de plus de 180 pays pour planifier les mesures à prendre. Elle a abouti à plusieurs décisions axées sur l'avenir et a adopté notamment le Plan d'action de Bali qui prévoit les conditions de nouvelles négociations concernant les changements climatiques à l'horizon 2009. Le Plan d'action de Bali établit également un processus de négociation pour convenir des réductions des émissions pour la période postérieure à 2012. Par ailleurs, la plupart des pays industrialisés signataires du Protocole de Kyoto ont convenu « d'effectuer les profondes réductions des émissions mondiales » demandées par le Plan d'action de Bali. Les participants à la conférence sont tombés d'accord sur les trois grands points suivants : 1) Les engagements essentiels pris à Bali concernant la lutte contre le déboisement et la conservation du couvert forestier constituent l'un des moyens les plus efficaces de prévenir les augmentations futures des émissions; 2) Il convient de se pencher sur les mesures de financement et d'élimination des obstacles à l'amplification des transferts de technologies énergétiques

ILS VIVENT SANS ÉLECTRICITÉ

Gens n'ayant pas accès à l'électricité en 2004 (en millions)



Source : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*

propres des pays industrialisés vers le monde en développement; 3) Il a été résolu de lancer le Fonds d'adaptation, administré par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui allouera des ressources au titre de procédures accélérées pour financer les projets et programmes de pays répondant à certains critères fiduciaires.

Le PNUD aide à coordonner les mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets et fournit des appuis aux pays pour leur permettre de continuer d'appliquer leurs stratégies de développement. C'est ainsi qu'aux alentours du lac Baringo, dans le nord du **Kenya**, qui selon les prévisions scientifiques sera asséché d'ici 20 ans si rien ne change, il intervient pour restaurer le sol en fournissant des appuis aux villageois pour les amener à adopter de nouvelles méthodes de culture et d'élevage animalier compte tenu de la réduction de la pluviométrie. Il procède également à la plantation d'espèces indigènes de graminées plus résistantes et plus adaptables qui améliorent la biodiversité de la région.

Le PNUD promeut l'adoption de stratégies novatrices visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et à accroître l'efficacité énergétique. Il soutient le mécanisme pour un développement propre, qui offre aux pays en développement des possibilités de financement sur la base d'investissements publics et privés de pays industrialisés qui doivent réduire leurs émissions de GES au titre du Protocole de Kyoto. Les autorités gouvernementales et les entreprises de pays industrialisés peuvent, pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du protocole, financer des projets de réduction des émissions dans les pays en développement. Ceci permet aux pays en développement de bénéficier de financements pour l'adoption de technologies énergétiques à faibles émissions et aux pays industrialisés de satisfaire leurs engagements de réduction des émissions à un coût inférieur à celui de mesures qu'ils instaureraient à cette fin sur leur propre territoire.

Le PNUD a également joint ses forces à celles du groupe Fortis, groupe de services de banque et d'assurance avec lequel il a établi le Mécanisme de financement Carbone dans le cadre des OMD, moyen novateur qui utilise les vastes ressources du marché des droits d'émission de carbone pour appuyer le développement durable dans des pays plus nombreux et plus diversifiés. Au titre de ce partenariat, le PNUD aidera les pays en développement à formuler des projets visant à réduire les émissions de GES et il veillera à ce que ces projets soient conformes aux normes énoncées dans le Protocole de Kyoto et produisent des avantages réels et durables pour l'environnement et le développement humain. Fortis achètera alors et revendra les crédits de réduction des émissions résultant des projets. Le produit des achats de Fortis apportera aux pays en développement de nouveaux flux de ressources pour financer des investissements très nécessaires et promouvoir le développement. Parmi les premiers projets devant être entrepris selon cette formule figurent trois projets de capture de méthane en **ARY de Macédoine**, en **Ouzbékistan** et au **Yémen**.

Au Nigéria, un panneau solaire destiné à l'éclairage intérieur mis en place dans le cadre d'un projet pilote appuyé par le PNUD pour étendre l'usage de l'énergie solaire.

Le Gouvernement du **Japon** est le plus gros donateur d'aide bilatérale à l'Afrique dans le domaine de l'environnement et de l'énergie. Depuis 15 ans, le Japon œuvre avec le PNUD dans le cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), pour contribuer à soutenir la croissance économique, à assurer la sécurité humaine, à réaliser les OMD et à consolider la paix et la sécurité dans tout le continent. Au cours des cinq années écoulées, la TICAD a alloué quelque 84 millions de dollars à l'appui de diverses initiatives.

En **Tanzanie**, les agriculteurs établis sur les rives sud du lac Victoria adoptent des technologies énergétiques propres pour alimenter les pompes de leurs systèmes d'irrigation. Au lieu de se servir de pompes à moteur diesel, ils bénéficient des équipements solaires et éoliens mis en place par huit projets, dans quatre districts, avec l'appui de la TICAD. Les pompes puisent l'eau du lac Victoria et l'acheminent d'abord jusqu'à un réservoir central puis à plusieurs réservoirs secondaires d'où elle s'écoule par gravité dans les canaux d'irrigation. Il est estimé que ce projet, avec l'appui d'un volontaire des VNU détaché auprès de la TICAD, bénéficie à quelque 400 agriculteurs. Outre qu'il fournit à ceux-ci une source d'énergie propre et renouvelable, le projet collabore avec des organisations communautaires pour former certains agriculteurs à l'utilisation et à l'entretien des pompes.

Tout défi environnemental offre au PNUD une possibilité d'œuvrer avec les partenaires nationaux pour renforcer les capacités institutionnelles dans le cadre des efforts mis en œuvre pour relever ce défi de manière efficace. Au **Bélarus**, un projet de restauration des écosystèmes de 17 tourbières d'une superficie de plus de 40 000 hectares a abouti non seulement à la réhabilitation et à la protection d'une zone plus vaste que prévu, mais aussi au renforcement de la gestion intégrée des écosystèmes au sein du ministère de la Foresterie, qui a été doté de systèmes de surveillance améliorés utilisant de nouveaux indicateurs de diversité biologique et d'émission et/ou de piégeage de dioxyde de carbone et de méthane. Le réseau de surveillance sera maintenant étendu pour couvrir toutes les zones humides dégradées.

Inspection de plants dans une pépinière de Terengganu (Malaisie). Le PNUD appuie le premier projet de régénération de mangroves à base communautaire entrepris par l'État pour mieux gérer les ressources des écosystèmes des mangroves. Le rendement de pépinières telles que celle-ci a triplé.

En **Malaisie**, le PNUD et l'entreprise locale Petra Perdana Bhd., en partenariat avec le Gouvernement de l'État du Terengganu, ont coopéré avec 150 familles pour mettre en œuvre le premier projet de régénération de mangroves à base communautaire de l'État. Le Terengganu est l'un des États les plus pauvres de la Malaisie, le taux de pauvreté des ménages étant en 2004 de 15,54 % alors que la moyenne nationale s'établissait à 5,9 %. En décembre 2007, quatre activités de reboisement de mangroves et de renforcement des capacités avaient été menées à bien et une pépinière avait été établie. La communauté est parvenue à accroître la capacité de production de la pépinière pour la porter de quelque 10 000 à 36 000 gaulis.

Avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le PNUD est l'un des principaux agents d'exécution du FEM, qui aide les pays en développement à financer des projets et projets qui protègent l'environnement mondial. Les dons du FEM soutiennent des projets entrepris dans les domaines de la biodiversité, des changements climatiques, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la protection de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants. Le PNUD aide à l'élaboration de projets dans les domaines thématiques du FEM et il gère par ailleurs deux programmes du Fonds, le Programme de microfinancements, dont le portefeuille comprend plus de 5 000 projets à base communautaire, et l'Initiative des dialogues nationaux du FEM, qui renforce l'appropriation des pays et leur implication dans les activités du FEM au moyen de dialogues à multiples parties prenantes. En février 2008, le portefeuille des projets du PNUD appuyés par le FEM s'élevait à 7,47 milliards de dollars, regroupant plus de 560 projets et plus de 530 activités habilitantes. Le Programme de microfinancements, qui appuie des activités de petite envergure dans les domaines thématiques du FEM et la création de moyens d'existence durables par des organisations non gouvernementales et communautaires dans plus de 100 pays en développement, avait octroyé, lui, 479,7 millions de dollars de plus.

Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est mis en œuvre depuis plus de deux décennies pour essayer d'inverser les dégâts causés à la couche d'ozone en appuyant les efforts déployés pour éliminer la consommation et la production des substances nocives. Avec le soutien financier du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, du FEM et de donateurs bilatéraux, le PNUD aide les pays en transition vers l'économie de marché et les pays en développement à se conformer aux mesures de protection imposées par le Protocole. Le PNUD-**Inde** a aidé à établir une « Cellule ozone » pour suivre le respect par le pays des dispositions du Protocole de Montréal relatives à l'élimination des chlorofluorocarbones (CFC) dans tous les secteurs. En sus d'activités de sensibilisation du public et d'appuis fournis au ministère de l'environnement et des forêts pour éliminer progressivement les CFC de la production de mousse isolante et de réfrigérants, la Cellule ozone aide les entreprises commerciales à identifier des technologies durables. L'accès aux services énergétiques touche à pratiquement tous les aspects du développement durable, notamment à l'accès à l'eau, à la productivité agricole, aux soins de santé, à l'éducation, à la création d'emplois et aux changements climatiques. La bonne gestion de l'énergie et de l'environnement est essentielle à la réalisation des OMD.

Au **Liban**, le PNUD a fait équipe avec le ministère des Finances et le ministère de l'Énergie et de l'Eau afin de procéder à l'expansion d'un programme pilote prometteur qui a identifié des sources d'énergie de substitution, pour élaborer une stratégie énergétique durable. Cette stratégie prévoit la mise en place de dispositifs à bonne efficacité énergétique et de systèmes thermiques solaires dans tous les bâtiments publics, et elle contribue à l'établissement d'un environnement fiscal et législatif qui encourage le secteur privé et le grand public à adopter des approches analogues dans le domaine de l'énergie. Ceci aide à la diversification des sources d'énergie du Liban, encourage l'emploi d'énergies renouvelables écologiquement durables, favorise une réduction de la demande pour l'entreprise publique nationale Électricité du Liban et, en dernière analyse, apporte une énergie plus propre et d'un coût plus abordable à la population libanaise.

Le renforcement des capacités axé sur les résultats

L'avoir le plus important du PNUD est son personnel. Chaque jour, des milliers d'hommes et de femmes déploient leurs efforts pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement de par le monde. Le PNUD est déterminé à les habiliter et à les doter des moyens de servir de manière efficace et dans de bonnes conditions de sécurité.

Le PNUD mène ses activités dans des environnements très divers. Ses fonctionnaires travaillent au milieu des populations qu'ils desservent, partageant avec elles les réalités quotidiennes de la vie, ce qui peut présenter parfois un élément de risque considérable. Le 11 décembre 2007, à Alger, une voiture piégée explose à proximité des bureaux du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du PNUD. Bilan : vingt fonctionnaires des Nations Unies tués, dont sept fonctionnaires du PNUD.

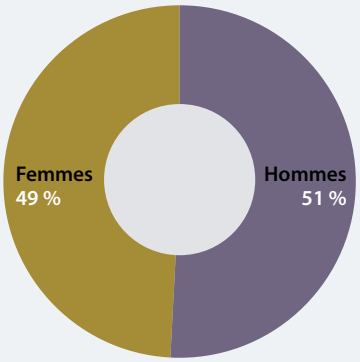
Étant donné les conditions de travail souvent difficiles et dangereuses, la sûreté et la sécurité du personnel sont une priorité de haut niveau pour le PNUD. En conséquence, il a inscrit 87 millions de dollars à son budget d'appui 2008-2009 pour les dépenses de sécurité exigées par le système des Nations Unies et par ses propres règlements, ainsi que 10 millions de dollars supplémentaires pour faire face aux urgences imprévues.

Outre les questions de sécurité, le PNUD recherche constamment des moyens de soutenir le moral de tout son personnel et de faire en sorte que les bonnes performances soient justement récompensées. Parmi les mesures récemment adoptées figurent une nouvelle politique de reconnaissance et récompense et un guide du bien-être du personnel qui contient des conseils pratiques sur les façons de faire face aux exigences professionnelles. Des membres du personnel du monde entier contribuent également à l'élaboration d'une nouvelle stratégie des ressources humaines qui traitera de questions qualitatives, telles que le maintien d'un juste équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Le PNUD s'efforce d'offrir des possibilités de développement individuel qui permettent aux employés d'acquérir des compétences commercialisables. Il investit dans le développement de son personnel en lui proposant de larges possibilités de formation, notamment par son école virtuelle du développement (EVD), série de cours en ligne avec co-certification de l'université Columbia de New York. En 2007, l'EVD a décerné des diplômes à 57 fonctionnaires du PNUD. Les activités de recrutement et de planification des successions ont également été renforcées de manière à développer les capacités au niveau des pays tout en assurant la fourniture ininterrompue de prestations de qualité.

Depuis le Programme d'action de Beijing en 1995, plusieurs résolutions de l'Assemblée générale ont demandé à ce que la parité des sexes soit respectée dans tous les organismes des Nations Unies et le PNUD s'est fixé pour cible d'atteindre l'équilibre des sexes au sein de son personnel d'ici

EFFECTIF MONDIAL – RÉPARTITION PAR SEXE



Source : PNUD/OHR, mars 2008-05-16

EFFECTIFS DU PNUD – RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR GROUPES DE NATIONALITË

Nationalité	Hommes (pourcentage)	Femmes (pourcentage)
Afrique	56	44
Amérique latine et Caraïbes	38	62
Asie et Pacifique	50	50
États arabes	54	46
Europe orientale et CEI*	42	58
Europe occidentale et autres groupes**	53	47

* Communauté des États indépendants
** Europe occidentale et autres groupes : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Source : PNUD/OHR, mars 2008

2010. En conséquence, à l'heure actuelle, 49 % des fonctionnaires du PNUD sont des femmes et, au niveau des postes de Sous-secrétaire général, les femmes dirigent maintenant cinq des grands bureaux du PNUD. Un nouveau Groupe de l'égalité des sexes et de la diversité a été institué et nombreux sont les services du PNUD qui veillent à présent à la parité des sexes, en fixant des résultats et des cibles précis, dans les programmes de gestion des activités et dans les budgets axés sur les résultats.

Conformément à son principe de base d'une gestion visant à l'obtention de résultats, le PNUD continue d'encourager une culture organisationnelle qui met l'accent sur l'efficacité du développement. Guidée par son Plan stratégique, l'organisation renforce ces capacités en matière de suivi, d'évaluation, de responsabilité redditionnelle et de supervision en vue de fournir des prestations de services optimales.

Au cours de l'année écoulée, le PNUD a commencé à planifier l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), qui sont considérées comme assurant la plus grande transparence dans la comptabilité des institutions du secteur public. Prévoyant d'adopter ces normes en 2010, le PNUD rejoindra le groupe de 53 pays, dont beaucoup de pays en développement, et de nombreuses organisations internationales ayant adopté les IPSAS ou étant en passe de les adopter.

Au nombre des mesures pratiques visant à assurer une responsabilité redditionnelle accrue figurent trois initiatives récentes de l'organisation. La première a pour objet de relever les normes de responsabilité redditionnelle et de transparence en élaborant des politiques et des procédures programmatiques et opérationnelles actualisées visant à l'obtention de résultats à l'intention des bureaux de pays et des entités du siège. La seconde consiste en un programme renforcé de gestion axée sur les résultats, pour faciliter la planification et le suivi des activités de niveau national, régional et mondial, ainsi que la fourniture de rapports sur ces activités, au moyen d'une passerelle unique adaptable pour tenir compte des besoins des divers usagers. La troisième est un cadre de gestion des risques qui réunit en un seul système tous les outils et procédures applicables dans ce domaine, facilitant ainsi la planification et la prise de décisions stratégiques.

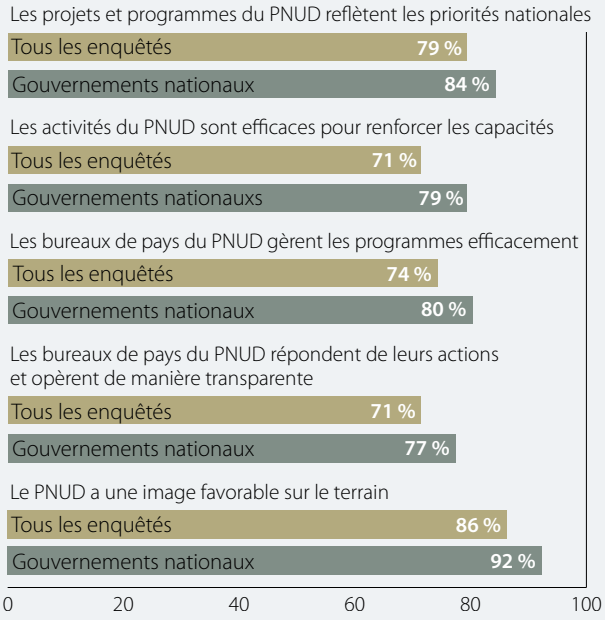
En tant qu'organisation ayant la responsabilité d'obtenir des résultats, le PNUD a résolument choisi de soumettre ses activités à des examens, tant en autorisant l'accès à ses propres instruments que par les outils d'évaluation de ses partenaires. Un exemple de cette volonté d'ouverture est l'application de normes directrices plus claires pour les sites web des bureaux de pays au titre de la Politique de divulgation de l'information, qui exigent à présent que les données programmatiques et financières soient mises en évidence et facilement consultables sur le site. Il a également été créé un Bureau de déontologie, aligné sur le Comité de la déontologie des Nations Unies, et un déontologue a été nommé. Celui-ci œuvre en étroite coopération avec le Comité de la déontologie des Nations Unies qui s'emploie à formuler des normes et politiques unifiées pour tous les organismes et programmes de l'Organisation.

La priorité accordée à la mesure de l'efficacité se reflète dans les nombreux sondages menés par le PNUD tout au

LE PNUD VU AU MICROSCOPE

Le PNUD participe à toute une gamme d'enquêtes ayant pour objet d'évaluer son efficacité et se soumet volontairement à l'examen de partenaires au développement et d'observateurs indépendants. Les OSC avec lesquelles il collabore lui attribuent régulièrement des notes élevées pour la responsabilité redditionnelle et pour la transparence; les instances gouvernementales nationales apprécient tout particulièrement son efficacité en tant que partenaire et son aptitude à fournir des résultats sur le terrain.

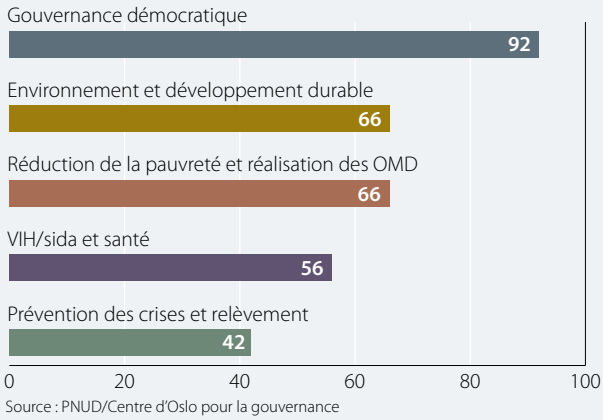
ENQUÊTE DU PNUD AUPRÈS DES PARTENAIRES 2007



Source : PNUD

NOMBRE DE BUREAUX DE PAYS DU PNUD ASSOCIANT DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LEURS ACTIVITÉS

par secteur



Source : PNUD/Centre d'Oslo pour la gouvernance

long de l'année, à commencer par son propre Sondage mondial du personnel. Ce sondage en est à sa neuvième année et les taux de participation élevés des membres du personnel indiquent bien la valeur qu'ils attachent à cet exercice. Depuis 2002, le PNUD fait également l'objet d'une enquête annuelle menée par ses partenaires extérieurs, qui demandent des retours d'information détaillés au niveau national, régional et mondial. Plus de 3 000 parties prenantes, dont les gouvernements des pays hôtes, des organisations de la société civile, des donateurs, des partenaires des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales, ont participé à la dernière enquête, qui a été menée par un cabinet d'évaluation extérieur. Les données de ces enquêtes et sondages mettent en évidence l'accroissement constant de l'efficacité générale du PNUD.

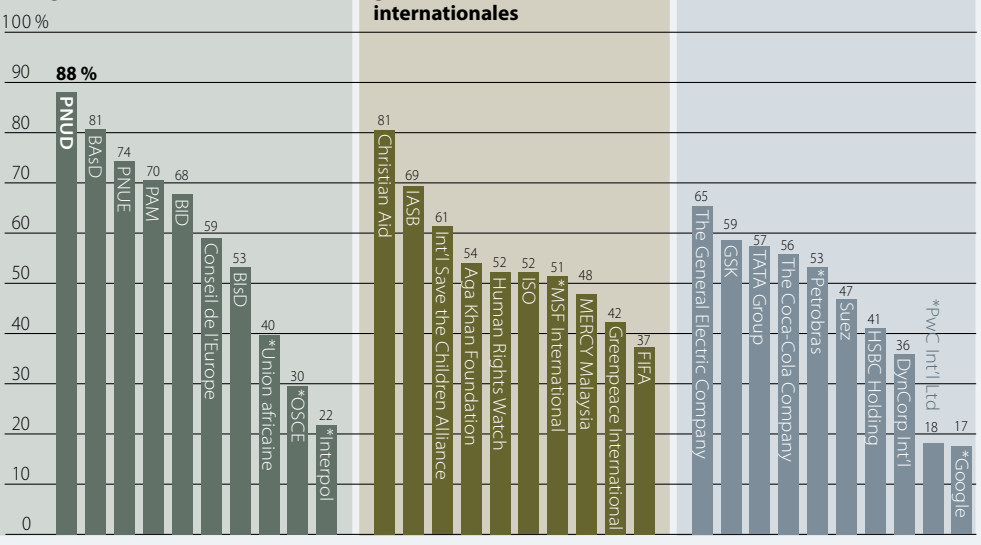
D'autres évaluations viennent confirmer cette conclusion. L'Overseas Development Institute, groupe de réflexion indépendant ayant son siège à Londres, a passé en revue l'efficacité de sept organismes multilatéraux telle que la perçoivent les principales parties prenantes de pays de programme sélectionnés. Il a recueilli les opinions des gouvernements bénéficiaires, des assemblées parlementaires, des entreprises privées et des organisations de la société civile, en s'intéressant notamment aux activités de promotion de l'appropriation nationale, de renforcement des capacités et de conseils de politiques menées par les organisations multilatérales. Cette enquête a classé le PNUD au premier rang des organisations multilatérales pour le décaissement d'APD. De même, le PNUD il s'est classé en tête de 30 organisations évaluées dans le Global Accountability Report 2007 publié par le One World Trust, du Royaume-Uni, entité experte renommée dans le domaine de la gouvernance mondiale et de la responsabilité redditionnelle. Le PNUD a obtenu la note générale la plus forte et s'est classé premier ou second dans trois des catégories d'analyse de la responsabilité, à savoir la transparence, la participation et l'évaluation. Et l'Évaluation multinationale des performances organisationnelles de 2007, menée par un groupe de 10 pays donateurs, lui a attribué des notes favorables en matière de dialogue de politique, qualité des conseils techniques, plaidoyer en rapport avec les campagnes gouvernementales et alignement sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Cette évaluation a également loué les prestations du PNUD dans les domaines du partage des connaissances et de la coordination et de l'harmonisation interorganisations.

Du fait de son approche pragmatique et reposant sur les faits en matière de prestations de services, l'efficacité du PNUD en tant que partenaire au développement continue de croître.

L'Administrateur associé du PNUD Ad Melkert écoute Patrick Ibrahim Yakowa Gouverneur adjoint de l'État de Kaduna, au Nigéria,lui parler des progrès accomplis à Pampaida, l'un des 13 Villages du Millénaire en Afrique.

SCORES DES ORGANISATIONS POUR LA RESPONSABILITÉ REDDITIONNELLE

Classement du PNUD parmi les OIG	Dimension	Score
2	Transparence	98 %
1	Participation	84 %
2	Évaluation	98 %
4	Gestion des plaintes et réponses	73 %
1	**Ensemble**	**88 %**



Source : One World Trust, R.-U., 2007

*Organisation n'ayant pas officiellement ou activement participé au processus de recherche.

Voir page 36 pour les acronymes.

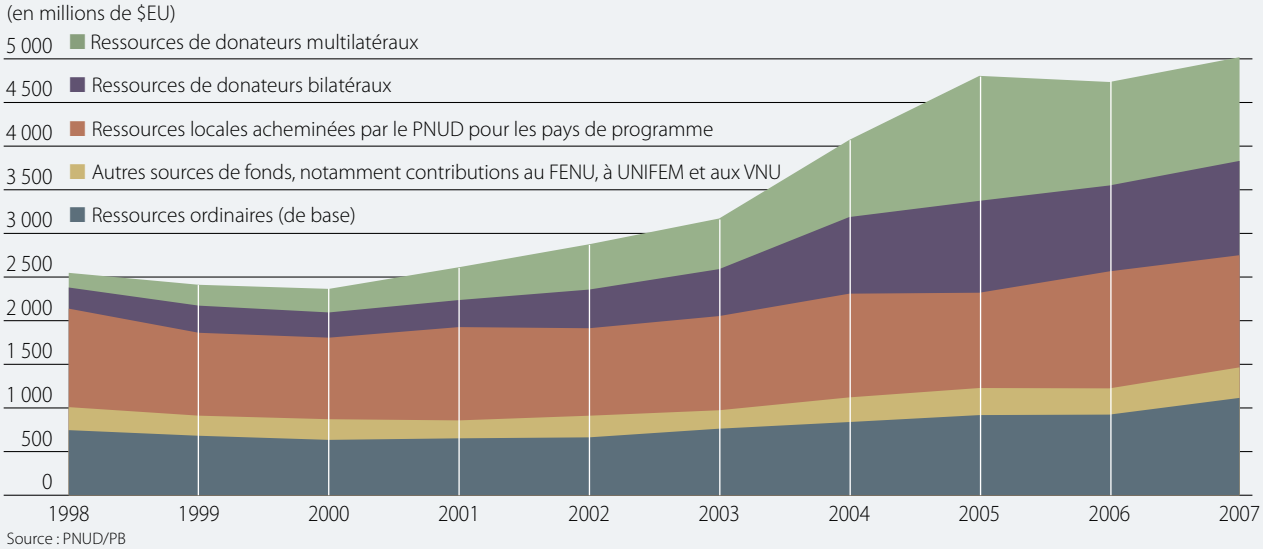
Ressources du PNUD

Les contributions volontaires aux ressources ordinaires (dites « de base ») du PNUD ont augmenté pour la septième année de suite. Le total brut des recettes ordinaires du PNUD pour 2007 se situe à 1,12 milliard de dollars, montant qui représente une augmentation appréciable par rapport aux 922 millions de dollars reçus en 2006 et qui dépasse la cible globale de 1,1 milliard fixée pour l'année par le Plan de financement pluriannuel (PFP) 2004-2007. Ce résultat provient à la fois d'accroissements des contributions volontaires et de l'évolution des taux de change : en dollars actuels, le revenu ordinaire a augmenté de 21,5 % de 2006 à 2007 et de 32,7 % au cours de la période de planification 2004-2007. Après ajustement pour tenir compte de l'inflation et de la performance du dollar des États-Unis par rapport aux autres devises, le revenu ordinaire ajusté a augmenté de 12,1 % et de 16,8 % respectivement pour les deux périodes considérées.

En 2007, le montant total des contributions affectées à des fins particulières (autres que les ressources de base) s'est situé à 3,8 milliards de dollars, se maintenant ainsi au même niveau nominal élevé qu'en 2005 et 2006. De 2006 à 2007, les ressources provenant de pays bénéficiaires ayant été acheminées par l'entremise du PNUD pour financer leurs propres programmes de développement ont marqué une légère diminution, étant passées de 1,4 milliard de dollars à 1,3 milliard. Les contributions aux ressources autres que les ressources de base des États membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de la coopération et du développement économiques ont, elles augmenté légèrement et sont passées de 1 milliard de dollars à 1,1 milliard. Les contributions des partenaires non bilatéraux se sont maintenues au même niveau qu'en 2006, soit 1,2 milliard de dollars. Le PNUD continue d'être sollicité par les gouvernements en vue d'obtenir, d'acheminer et de gérer divers types de financements conformément aux priorités nationales.

Les ressources affectées apportent un complément important aux ressources ordinaires du PNUD. Toutefois, le ratio des ressources affectées aux ressources ordinaires non affectées continue de révéler un déséquilibre, bien que l'augmentation des ressources ordinaires enregistrée en 2007 ait apporté une légère amélioration. Le maintien de l'attention sur la mobilisation des ressources de base est indispensable pour permettre au PNUD de continuer à s'acquitter de son mandat et à fournir un appui efficace au renforcement des capacités des pays partenaires en matière de développement ainsi qu'à appliquer des approches de gestion souples et intégrées axées sur l'efficacité et la durabilité à long terme du développement.

CONTRIBUTIONS AU PNUD – 1998-2007† (CHIFFRES PRÉLIMINAIRES)



Source : PNUD/PB

† au 24 avril 2008

RECETTES BRUTES 2007†
(CHIFFRES PRÉLIMINAIRES)

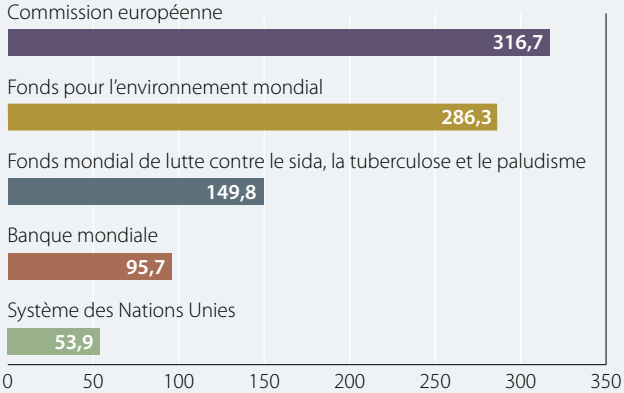
Classement selon le montant des contributions aux ressources ordinaires*
(en millions de $EU)

DONATEURS	RESSOURCES ORDINAIRES	RESSOURCES AUTRES
Norvège	131,6	114,0
Pays-Bas	124,9	91,6
Suède	119,9	95,7
Royaume-Uni	109,9	201,6
États-Unis	106,9	99,6
Japon	75,0	79,2
Danemark	69,7	24,9
Espagne	60,9	86,0
Canada	56,7	86,6
Allemagne	45,9	31,8
Suisse	43,3	18,8
France	36,5	7,5
Irlande	30,0	27,7
Italie	23,0	41,6
Finlande	21,3	7,2
Belgique	18,1	15,1
Autriche	7,1	7,3
Australie	7,0	21,5
Nouvelle-Zélande	5,6	6,9
Inde	4,4	1,8
Chine	3,4	20,8
Luxembourg	2,3	13,1
Portugal	1,8	4,3
Koweït	1,7	5,0
Russie	1,1	1,8
Turquie	1,0	6,1
Mexique	1,0	2,3

* Donateurs ayant contribué 1 million de dollars ou plus aux ressources ordinaires
Source : PNUD/PB

APPUI DU PNUD À L'APPORT D'AIDE NON BILATËRALE†

Principaux contributeurs aux « Autres ressources »
(en millions de $EU)



Source : PNUD/PB

† au 24 avril 2008

PARTENARIAT PNUD-ESPAGNE : LE FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD

Le Fonds pour la réalisation des OMD, établi en 2006 sur une contribution de près de 750 millions de dollars du Gouvernement de l'Espagne, a pour objet d'appuyer l'accélération des progrès en vue de la réalisation des OMD et de renforcer la cohérence des activités de développement des Nations Unies au niveau des pays. Plus de 80 % des projets approuvés concernent des PMA et des pays à revenu intermédiaire inférieur. À ce jour, une soixantaine de propositions ont été approuvées dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'environnement et des changements climatiques, de la gouvernance économique, de la culture et du développement, et de la jeunesse, de l'emploi et des migrations.

Au nombre des initiatives qui bénéficieront de l'appui du Fonds figure un projet au **Costa Rica** visant à intégrer le multiculturalisme du pays dans les politiques publiques, tout en renforçant les capacités et en appuyant le développement économique. Un montant de 4,7 millions de dollars sera alloué au renforcement de la prise en compte du multiculturalisme au sein de divers instances gouvernementales au niveau central, local et communautaire, ainsi qu'à la création d'un centre culturel polyvalent interactif dans la banlieue de San José. Ce projet est appuyé par le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Au **Mozambique**, le Fonds pour la réalisation des OMD a alloué 7 millions de dollars à un projet de prise en compte systématique de l'environnement appuyée conjointement par le PNUD, la FAO, le PNUE, ONU-Habitat, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Ce projet vise à parer aux menaces des changements climatiques en appuyant les efforts déployés par le Gouvernement au niveau central et local en vue de la prise en compte systématique des techniques de protection contre les risques climatiques, de l'élaboration de stratégies d'adaptation et de la promotion de la diversification des moyens d'existence.

Au **Nicaragua**, une initiative de gouvernance économique bénéficie de l'appui de huit partenaires des Nations Unies, à savoir le PNUD, le FENU, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des VNU, l'UNESCO, UNICEF, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'OMS. Le Fonds pour la réalisation des OMD allouera à cette initiative 7,7 millions de dollars qui seront investis dans l'infrastructure de l'alimentation en eau et aideront les administrations locales à gérer les services publics décentralisés tels que l'alimentation en eau et l'assainissement pour répondre aux besoins des groupes les plus défavorisés, notamment les populations autochtones et de descendance africaine.

Et au **Viet Nam**, le Fonds pour la réalisation des OMD a contribué 4,5 millions de dollars pour aider le gouvernement à renforcer les politiques et les arrangements institutionnels ayant trait à l'égalité des sexes, compte tenu de la législation récente dans ce domaine et de l'adoption imminente d'une loi sur la violence intrafamiliale. Cette initiative est appuyée conjointement par le PNUD, la FAO, l'OMS, l'ONUDC, l'ONUDI, l'Organisation internationale pour les migrations, l'UNESCO, l'UNFPA, l'UNICEF et UNIFEM.

SIGLES ET ACRONYMES

APD . . . . . aide publique au développement
BDP . . . . . Bureau des politiques de développement
CAD/OCDE . . . Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques
CFC . . . . . chlorofluorocarbone
TICAD . . . . . Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
FAO . . . . . Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM. . . . . Fonds pour l'environnement mondial
FENU. . . . . Fonds d'équipement des Nations Unies
GES . . . . . gaz à effet de serre
GIEC . . . . . Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GNUD . . . . . Groupe des Nations Unies pour le développement
GSB . . . . . Encourager les entreprises viables pour réduire la pauvreté
HCR. . . . . Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSAS . . . . . Normes comptables internationales pour le secteur public
MFP . . . . . plate-forme multifonctionnelle
OHR . . . . . Bureau des ressources humaines
OIT . . . . . Organisation internationale du Travail
OMD . . . . . objectifs du Millénaire pour le développement
OMS . . . . . Organisation mondiale de la santé
ONUDC . . . . . Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUDI . . . . . Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSIDA. . . . . Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OSG. . . . . Groupe d'appui opérationnel
PB. . . . . Bureau des partenariats
PIB. . . . . produit intérieur brut
PMA . . . . . pays les moins avancés
PNUD . . . . . Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE . . . . . Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO. . . . . Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF . . . . . Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM . . . . . Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
VNU. . . . . Volontaires des Nations Unies

ACRONYMES DU SONDAGE DU ONE WORLD TRUST, Page 33

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES (OIG)

BAsD . . . . . Banque asiatique de développement
BID . . . . . Banque interaméricaine de développement
BIsD. . . . . Banque islamique de développement
OSCE. . . . . Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES (ONGI)

IASB . . . . . Conseil international des normes comptables
ISO. . . . . Organisation internationale de normalisation
FIFA. . . . . Fédération internationale de football association

SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES (STN)

GSK . . . . . GlaxoSmithKline plc
PwC Int'l Ltd. . . . . PricewaterhouseCoopers International Limited

CRÉDITS PHOTOS

Page 1 de couverture :
Haut – © Jørgen Schytte/Still Pictures
Bas – Roche Amandine/SIPA

Page 2 de couverture : Rosemary Nuamah/PNUD

Page 2 : Haut – Gentil Adjinakou/PNUD-Bénin
Bas – Richard Falco/Vision Project

Page 4 : Programme de développement national à base régionale (PNUD et Gouvernement de l'Afghanistan)

Page 5 : Comité national de déminage et de réhabilitation, Jordanie

Page 6 : Haut – UNDP Albania
Bas – Evan Schneider/UNDP

Page 8 : Icones des OMD, PNUD-Géorgie

Page 8 : Eskinder Debebe/Photo ONU

Page 9 : © Siphiwe Sibeko/Reuters

Page 10 : Haut – Ash Sweeting/Panos Pictures
Bas – Michelle Delaney/PNUD-Sierra Leone

Page 14 : PNUD-Ghana

Page 15 : Gauche – Valerii Corcimari/PNUD-Moldova
Droite – FENU

Page 16 : PNUD-Paraguay

Page 20 : Haut – M. Arifuzzaman, SW Multimedia Ltd./ PNUD
Bas – Katrina Manson/PNUD

Page 21 : Blazej Mikula/VNU

Page 22 : Robel Mockonen/UNMIN

Page 23 : PNUD-Soudan

Page 25 : Police nationale du Rwanda

Page 26 : Xabier Llamosas Doval/Espagne

Page 27 : © Zohra Bensenra/Reuters

Page 29 : Oladipo Osibo/PNUD-Nigéria

Page 30 : Lilei Chow/PNUD-Malaisie

Page 33 : PNUD-Nigéria

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à
votre bureau local du PNUD ou à l'un des bureaux suivants :

PNUD
Bureau des communications
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique
Téléphone : (212) 906 5300
Télécopie : (212) 906 5364

PNUD
Bureau européen
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse
Téléphone : (41-22) 917 8542
Télécopie : (41-22) 917 8001

Bureau de liaison du PNUD
de Bruxelles
Bureau des Nations Unies/PNUD
14 Rue Montoyer
1000 Bruxelles
Belgique
Téléphone : (32-2) 505 4620
Télécopie : (32-2) 505 4729

Bureau de liaison du PNUD pour
les pays nordiques
Midtermolen 3
PO Box 2530
2100 Copenhague O
Danemark
Téléphone : (45-35) 46 71 50
Télécopie : (45-35) 46 70 95

Bureau du PNUD de Tokyo
UNU House, 8F
Jingumae 5-53-70
Shibuya-ku, Tokyo 150-0001
Japon
Téléphone : (813) 5467 4751
Télécopie : (813) 5467 4753

Bureau de liaison du PNUD
de Washington
1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20006
États-Unis d'Amérique
Téléphone : (202) 331 9130
Télécopie : (202) 331 9363

Centre régional du PNUD
Europe et Communauté des États indépendants
Grosslingova 35
Bratislava 811 09
République slovaque
Téléphone : (421-2) 59337 111
Télécopie : (421-2) 59337 450

Centre régional du PNUD
de Bangkok
United Nations Service Building
3rd Floor, Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200
Thaïlande
Téléphone : +66 (0) 2288 1234
Télécopie : +66 (0) 2288 3032

Centre d'appui régional du PNUD
pour l'Afrique orientale et australe
7 Naivasha Road Sunninghill
P.O. Box X4
Johannesburg
Afrique du Sud 2157
Téléphone : (27-11) 603 5000
Télécopie : (27-11) 258 8511

Centre du PNUD pour le Pacifique
c/o UNDP
Private Mail Bag
Suva, Fidji
Téléphone : (679) 330 0399
Télécopie : (679) 330 1976

Centre régional du PNUD
de Colombo
23 Independence Avenue,
Colombo 7
Sri Lanka
Téléphone : (94-11) 4526 400
Télécopie : (94-11) 4526 410

Production :

Publié par le
Bureau des communications
Programme des Nations Unies pour le développement
New York

Rédaction : Clare A. Davis
Conception-maquette : TaitDesign®
Traduction : Michel Coclet
Impression : Scanprint (Danemark)

Imprimé selon des techniques écologiquement
rationnelles sur papier certifié FSC.

© Sources mixtes
Groupe de produits issus de forêts bien gérées et de sources contrôlées, et obtenus à partir de bois ou de fibres recyclés
www.fsc.org Cert no. SW-COC-001221
© 1996 Forest Stewardship Council
FSC

© PNUD, juin 2008

Programme des Nations Unies
pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017

www.undp.org/french